Vol 15 # 22 • Du 1er au 7 décembre 2021
Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



Premye desanm: jounen entènasyonal kont Sida

Page 6

New Cabinet Reflects Merger of Haiti's "Radical" Opposition with its Former Nemesis, the Ruling PHTK

Page 9



Haïti : Désespoir et Résistance

Page 7



Guadeloupe : La dose de trop… !

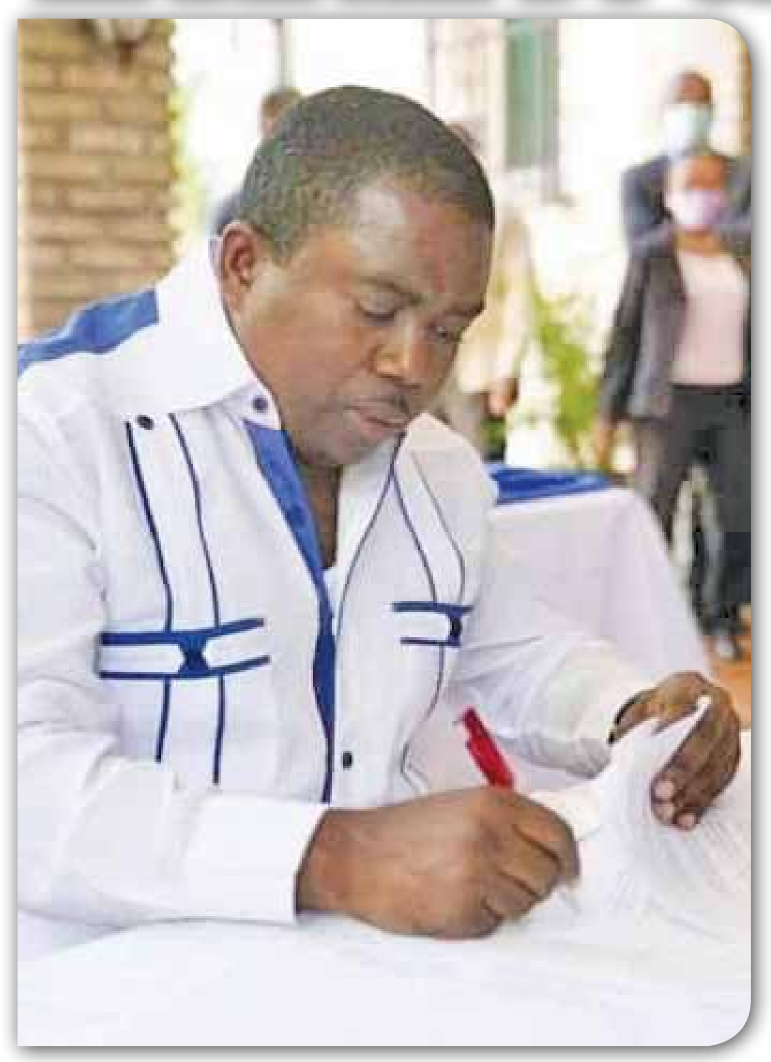
Page 10



Qui est Xiomara Castro, la femme qui a mis fin au premier « coup d'État soft » d'Amérique latine ?

Page 17

MARIAGE DU SDP AVEC LE PHTK





Voir page 3

De gauche à droite le porte-parole du SDP André Michel et le fondateur du PHTK Michel Martelly signant leur alliance à la Primature

LE CONSEIL DE MONTANA SERA BIENTÔT INSTALLÉ



Les promoteurs de Montana ont annoncé qu'ils procéderont le 6 décembre 2021 prochain à l'installation du conseil national de transition (CNT)



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Victoria T. H. Sylvain

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Guy Roumer

CORRESPONDANTS
EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint
Ray Laforest
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Ing. Roosevelt René
Robert Lodimus
Elysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS
GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

L' «extrême gauchisme» une maladie infantile... et dangereuse !

Par Berthony Dupont

Le replâtrage ministériel et les changements de directeurs dans les différentes administrations de l'Etat ne font qu'officialiser la division entre les acteurs. Mais ils ne renforcent pas nécessairement une certaine décantation au sein de la classe politique.

Pourtant, il est évident pour l'avancement d'une lutte ou d'une cause qu'une certaine décantation s'impose. C'est une nécessité fondamentale. Même si le pays est cruellement déchiré par les tensions, les rivalités entre les laquais au service des puissances tutrices, il est même salutaire qu'il y ait une forme d'épuration dans la jungle politique haïtienne.

Les divergences, quand elles éclatent peuvent aider à éclaircir le cafouillage politique et permettre de débusquer les imposteurs en les poussant à montrer leur vrai visage ou à déceler la vraie mission de ces individus dans la lutte. Bien souvent, et dans des cas bien précis, elles aident à démasquer très tôt les démagogues, les cinquièmes colonnes avant qu'il ne soit trop tard.

Dans la lutte acharnée opposant divers groupes pour l'appropriation du pouvoir, ce n'est d'ailleurs, pas un hasard, que les dirigeants actuels, c'est-à-dire, le Premier ministre a.i Ariel Henry et les signataires de l'accord du 11 septembre et les autres attendant impatiemment leur tour, entre autres, les signataires de l'accord de Montana et ceux du Protocole d'Entente nationale ont délibérément attendu les décisions de Washington avant d'agir. Toutes ces entités ont pour point commun, d'être soumis au diktat de la domination américaine. Voilà pourquoi les Etats-Unis ne se sont pas inquiétés de leurs discours et n'ont aucune objection aux actions qu'elles entreprennent, puisqu'elles contribuent de manière pérenne à la débâcle du pays.

La militance au sein de n'importe quel mouvement politique c'est comme voyager dans un train de transport public. Tous les voyageurs n'ont pas forcément la même destination. Au fur et à mesure que le train avance des voyageurs descendent et d'autres montent. Très souvent, arrivée au terminus, il reste d'avantage de nouveaux passagers que ceux qui l'avaient pris au départ.

Nous, du journal *Haïti Liberté,* nous ne sommes pas étonnés de ce genre de revirements et d'abandons. Cela fait partie de la nature humaine. Ces manifestations font partie intégrante de la vie politique. Nous le savons tous, il n'y a pas de combat politique sans trahison, intrigue de toute sorte, l'essentiel est la façon de le gérer et de garder la vigilance pour éviter le pire.

Ce n'est pas sans raison, au Fort de la Crête-à-Pierrot, Dessalines déclara à ses soldats « *ceux qui veulent rester esclaves des Français sortent du fort et ceux au contraire qui veulent mourir en hommes libres, se rangent autour de moi ».* Il savait fort bien qu'il pourrait y avoir des indécis. Ceux qui n'étaient pas prêts à aller jusqu'au bout de leur rêve.

Cependant, aujourd'hui la voie n'est pas ouverte à un renouveau politique en Haïti, la tendance est plutôt pour masquer davantage la réalité. La situation actuelle au sein de ce qu'on appelle « *la gauche ONGiste, pro-impérialiste* » est un exemple concret et gênant. Présentement, il y en a beaucoup de ces individus de cet acabit et leur pratique laisse à désirer. Ce sont toujours les conjonctures qui les conduisent, un comportement opportuniste qui les mène parfois à prendre langue avec les réactionnaires et cela ne les dérange guère.

Bien souvent, ils prennent leurs désirs pour des réalités. Ils se prétendent révolutionnaires tout en jetant un regard dédaigneux sur les masses défavorisées, dans la mesure où ils n'ont aucun lien avec les opprimées, les exploitées. Les prolétaires sont leurs plus grands ennemis, tandis qu'ils n'ont aucun problème avec les classes possédantes à l'exemple de l'alliance contre nature du MPP de Chavannes Jean-Baptiste et Charles-Henry Baker du groupe 184.

Ils sont très critiques envers les ghettos mais n'ont jamais eu le courage pour dénoncer ceux qui distribuent les armes dans ces zones-là. *« Dieu se rit des hommes qui déplorent les effets dont ils chérissent les causes»* nous a indiqué Jacques-Bénigne Bossuet.

Durant toute leur militance, ces gauchistes ne font que de publier des notes de presse. Ils ne développent aucun intérêt à organiser les masses ouvrières. Tout comme les ambassadeurs américains Kenneth Merten et Daniel Foote, ils ont vu et dénoncé Jimmy Chérizier comme un dangereux malfaiteur puisqu'il s'est déclaré avec son organisation être ou voudrait être un révolutionnaire. Pourtant, ces messieurs font un silence de cimetière sur Réginald Boulos qui se dit être lui-même le « *Fidel Castro haïtien* », et qui emploie dans son parti un bon nombre de gens de la petite bourgeoisie et des masses laborieuses.

C'est le propre de l'extrême-gauche de saboter ceux qui s'efforcent de construire quelque chose de réaliste. De concret, lorsque la révolution cubaine a chassé Batista, les ultra-gauchistes cubains ont inventé un slogan ridicule : « *Cuba si, Fidel no ».* Par ce mot d'ordre, ils prétendaient défendre la révolution tout en reniant le dirigeant de la révolution : Fidel Castro.

Claude Moise n'a-t-il pas écrit au sujet de Jean-Jacques Dessalines : « *que les belles intentions de Dessalines et sa participation à la guerre de l'indépendance – quelque héroïque fût-elle – ne suffisent pas pour faire de lui un leader révolutionnaire* ».

Toujours est-il que ces petit-bourgeois à la traine de la droite, voire de l'extrême droite, veulent être le centre d'un éventuel renouveau politique. Mais ils se posent en « caciques » ou « barons » et c'est à eux de décider enfin qui sont révolutionnaires ou qui ne le sont pas.

Incontournable, cette vérité-là. Le vrai leader des masses sortira, qu'on le veuille ou non, au sein de la lutte et de la résistance des masses, non pas dans les rêves petit-bourgeois qui ne combattent aucune forme d'inégalité et d'injustice sociale.

Le CNT sera bientôt installé



Les 52 membres du Conseil National de Transition (CNT) auront pour tâche de nommer entre autres, un Président provisoire et un Premier ministre de transition

Par Isabelle L. Papillon

Les initiateurs de l'accord du 30 août 2021 signé à l'hôtel Montana et baptisé « accord de la Commission pour la recherche d'une solution haïtienne à la crise » vont procéder le 6 décembre 2021 à l'installation de leur conseil national de transition (CNT), c'est-ce qu'a déclaré l'actuel sénateur de l'Ouest, l'un des candidats à la présidence de la transition, Patrice Dumont.

Signalons que Daniel Foote avait dit au Nouvelliste. « Je crois qu'un accord qui vient du peuple haïtien est la clef pour aller de l'avant ».

On attend pour voir quelles acrobaties ou quel miracle cet ancien ambassadeur américain va entreprendre pour faciliter la mise en place de l'autre accord parrainé tout comme celui de Musseau par les Etats-Unis.

Les promoteurs de Montana sont très optimistes, ils ne chôment pas. En coulisse, ils préparent un projet d'ensemble avec les auteurs du Protocole d'Entente nationale (PEN) et les 10 sénateurs restant au Parlement pour frapper un grand coup au pouvoir de la Primature en place. Ce plan de fondre ces deux accords sera sans doute mis en exécution le 7 février prochain, date de la fin du mandat de Jovenel Moise.

Dans la même veine, le bureau de suivi va installer les 52 membres du Conseil National de Transition (CNT) qui auront pour tâche de nommer provisoirement un Président de la république pour remplacer Jovenel Moise et un nouveau Premier ministre à la place de Ariel Henry.

Le CNT aura également pour mission de valider la composition du gouvernement et la feuille de route du cabinet ministériel de la transition.

Mariage du SDP avec le PHTK

Par Kim Ives

Le nouveau cabinet reflète la fusion de l'opposition « radicale » avec son ancien ennemi juré, le PHTK au pouvoir



Le nouveau cabinet ministériel formé du SDP, de la Fusion, de Pitit Desalin en alliance avec le PHTK de Martelly et du Premier ministre Ariel Henry

Le Secteur Démocratique et Populaire (SDP), dirigé par l'ancien militant et avocat du KID André Michel, Marjorie Michel ancienne ministre de la Condition féminine du président René Préval, et l'ancien sénateur de Lavalas Nènel Cassy, était autrefois qualifié d'opposition « radicale » pour ses condamnations acerbes et sans concession des gouvernements de l'ancien Président Michel Martelly et son successeur Jovenel Moïse, ainsi que leur parti au pouvoir, le PHTK.

Mais maintenant, le SDP, avec le parti social-démocrate Fusion, et Pitit Desalin de Moise Jean-Charles ont formé un nouveau gouvernement en alliance avec le Premier ministre



L'installation de Me Berto Dorcé, nouveau Ministre de la Justice et de la Sécurité Publique (MJSP)

Dr Ariel Henry, qui a été nommé à ce poste par le président Moïse, deux jours seulement avant son assassinat le 7 juillet, sur la recommandation de l'ancien président Michel Martelly.

Sur les 18 ministères d'Haïti, neuf étaient dotés d'un nouveau leadership le mercredi 24 novembre, juste au moment où André Michel devenait très inquiet à propos de l'annonce du remaniement. Les nouveaux postes étaient parmi les plus convoités de tous les cabinets. Ils sont:

Le PM **Ariel Henry** est également ministre de la Culture et de la Communication ; l'ancien consul à Boston et ambassadeur à Cuba **Jean Victor Généus** est devenu ministre des Affaires étrangères et des Cultes ; l'ancien sénateur du département du Sud-Est du parti de Pitit Desalin, membre actuel du SDP, **Ricard Pierre** est aujourd'hui ministre du Plan et de la Coopération extérieure ; l'économiste **Nesmy Manigat** a repris la direction du ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, poste qu'il a occupé sous Martelly ; l'ancien ministre de la Santé sous René Préval, le **Dr Alex Larsen** (fonction dont il était le patron du Dr Ariel Henry) a été nommé ministre de la Santé publique et de la Population ; un dirigeant de longue date du parti Fusion, **Rosemond Pradel** est aujourd'hui ministre des Travaux publics, des Transports et des Communications ; **Odney Pierre Ricot** est devenu ministre des Affaires sociales et du Travail, ministère où il exerçait auparavant les fonctions de directeur technique ; l'ancienne députée de Cité Soleil **Raymonde Rival** a été nommée ministre de la Jeunesse, des Sports et de l'Action civique ; et l'avocat Berto Dorcé est devenu ministre de la Justice et de la Sécurité publique.

Sont restés à leurs postes Charlot Bredy ministre de l'Agriculture, des Ressources naturelles et du Développement rural (MARNDR) ; **Ricarden St-Jean** ministre du Commerce et de l'Industrie (MCI); **Enold Joseph** ministre de la Défense (MD) ; **Nazareth Auguste** Ministre des Haïtiens Vivant à l'Étranger (MHAVE) ; **Michel Patrick Boivert**, ministre de l'Économie et des Finances (MAE) ; **James Cadet**, ministre de l'Environnement (MDE); **Sofia Loréus**, ministre de la Femme et des Droits des femmes (MCFDF) ; **Liszt Quitel**, ministre de l'Intérieur et des Collectivités territoriales (MICT) ; et **Luz Kurta Cassandra François** ministre du Tourisme (MT).

La nomination la plus emblématique du nouveau gouvernement est sans l'ombre de doute celle de Berto Dorcé à la tête du très important ministère de la Justice. Ancien juge de paix à Miragoâne, Berto a été reconnu coupable d'implication dans le trafic de drogue en 1997 et a purgé six mois de prison en Haïti. Il a également été l'avocat de Charles « Kiko » St. Rémy, le beau-frère de Martelly et le plus puissant trafiquant de drogue d'Haïti, de Dimitry Vorbe, ennemi juré de Jovenel et propriétaire de la société d'électricité SOGENER, et également de Woodly "Sonson La Familia" Ethéart, l'ancien chef du tristement célèbre « Gang Galil », un ancien proche collaborateur de Martelly.

Après avoir été emprisonné en 2014 pour enlèvement, Sonson La Familia a été libéré de manière controversée en 2015 sous Martelly. Mais il est allé assister à un concert de « Sweet Micky » en République dominicaine le 15 mai 2021, où il a été de nouveau arrêté par la police dominicaine et remis aux autorités haïtiennes.

La réincarcération du trafiquant de drogue Sonson La Familia, qui était également proche de Kiko a été citée par certains comme l'une parmi les principales raisons possibles du complot d'assassinat de Moïse.

La nomination de Dorcé au poste de ministre de la Justice laisse augurer qu'Ethéart pourrait bientôt être libéré de prison. Si Kiko et Martelly seraient effectivement impliqués tout comme le Premier ministre Henry dans l'assassinat de Moïse, alors il serait également probable que l'enquête sur l'assassinat de Moïse continuera d'être enterrée et retardée, frustrant davantage ceux qui demandent « Justice pour Jovenel Moïse. »

Par ailleurs, les membres du Secteur Démocratique et Populaire sont aux anges, suite à leurs noces avec le PHTK. Dans une conférence de presse le mardi 30 novembre 2021, ils annoncent la couleur en félicitant tous ceux-là qui ont signé cet accord et en invitant à d'autres personnes de suivre leurs traces.



L'ancien sénateur du département du Sud-Est du parti de Pitit Desalin, membre actuel du SDP, Ricard Pierre est aujourd'hui ministre du Plan et de la Coopération extérieure

Selon Michel André, l'équipe du SDP mène actuellement 5 buts à 0. Il fait référence à 5 réalisations du pouvoir en place au nom de l'accord de Musseau, telles que : la révocation du ministre de la justice Rockfeller Vincent et du commissaire du gouvernement Claude Bedford, le changement effectué à la tête de la police nationale, le remaniement du gouvernement dirigé par le docteur Ariel Henry et la libération de plusieurs personnalités et militants politiques dont l'ancien député Arnel Bélizaire. Bien que l'un des avocats de ce dernier, Me Calherbe Jean Baptiste, refuse d'admettre que la libération d'Arnel par la Cour d'Appel ait été l'œuvre d'un quelconque accord.

Bien avant son arrestation en novembre 2019, Bélizaire dans une interview à Radio Caraïbes le 21 novembre 2018 avait qualifié André Michel « d'homme malicieux » et que « la lutte pour chasser le président Jovenel Moise du pouvoir ne mènera le pays nulle part ».

«Vous savez lire, vous savez que le changement de système dont vous parliez n'est pas dans notre direction » avait reproché l'ancien député à André Michel.

On comprend fort mal que l'avocat André Michel ait mis la libération de l'ancien député de Delmas sur le compte de l'accord du 11 septembre quand ce dernier l'avait tout bonnement écarté de son équipe de défense le 11 octobre dernier en ces termes: «*A cette phase du dossier, je décide de poursuivre avec des avocats n'ayant paraphé aucun accord politique et qui pourront s'entendre pour définir un bon plan de défense par devant la Cour d'appel*».

Comprendre le discours du 9 juillet 2003 de Brian Dean Curran dans un contexte de crise politique actuelle

Par Prof. Esau Jean-Baptiste

Haïti et ses leaders après le discours de l'ancien ambassadeur en 2003

Au départ d'Aristide en 2004, il y eut donc une absence de leadership, et le besoin de le combler fut pressant. L'ironie de l'ironie, la classe politique, la classe des affaires et l'international chassaient du pouvoir un président élu pour finalement aller chercher, selon les normes de la constitution haïtienne dès lors en vigueur, un juge de la Cour de Cassation comme président. Questions pour dire qu'elles voulaient toutefois respecter les lois de ce pays ou encourager le processus démocratique, mais pas avec l'emmerdeur Aristide. Entre-temps, si le remplacement d'Aristide avait été fait par un juge de la Cour de Cassation, par contre, faute de parlementaires, dans les deux Chambres en majorité lavalas qui, eux aussi étaient, comme leur leader, chassés de leurs fonctions, donc les acteurs politiques et l'international ne pouvaient pas utiliser la 47ème Législature dans la ratification d'un Premier ministre de facto. Ainsi, pour combler le vide que laissait Yvon Neptune, Chef de Gouvernement d'Aristide, à partir d'un semblant d'accord qui désaccorde beaucoup plus la société haïtienne, Gérard Latortue était imposé comme l'autre chef du pouvoir exécutif

De par sa personnalité, le président du gouvernement de transition était l'ombre du Premier ministre qui, lui, était quelqu'un imposé par Washington. Il était un puissant chef de gouvernement. On savait appeler son équipe, le gouvernement de technocrates. Des technocrates sous les dictats d'une classe d'hommes d'affaires affairistes et de l'international qui non seulement avait des problèmes personnels avec Aristide, mais qui voulait aussi saboter la célébration du bicentenaire de l'indépendance d'Haïti. Bref, « Bizarrement préféré à des candidats bien enracinés dans le pays, Latortue a, malgré un CV impressionnant assorti d'une longue expérience de haut fonctionnaire dans les institutions onusiennes, échoué sur bien des plans, selon une idée largement répandue dans l'opinion publique. *Tout puissant aux côtés du Président provisoire, Boniface Alexandre, à qui il n'avait cessé de faire de l'ombre, sa vision et sa faible capacité d'écoute devaient contribuer à compliquer davantage l'équation politique que le gouvernement de transition avait à résoudre.* » (4)

Très soumis dans l'exercice de leur fonction, pendant les deux années passées à la tête du pays, le gouvernement intérimaire avait failli dans l'établissement de l'autorité de l'État en Haïti. Un homme politique qui, sur les ondes d'une station de Radio très écoutée à Port-au-Prince, commentait les deux ans du pouvoir de transition aussi bien que les supports techniques et financiers, mentionnait que:

Avec de faibles institutions, un système de justice défaillant, le gouvernement intérimaire n'a pas réussi à rétablir l'état de droit, sans compter le peu d'efforts réels de la MINUSTAH pour désarmer les milices et les gangs de rue dans les bidonvilles. Il semblerait que ce n'étaient pas tant les moyens financiers que la volonté politique qui aient fait défaut au gouvernement intérimaire de Gérard Latortue et aux Nations-unies. ''Outre la sécurité, la relance économique, la réconciliation nationale - autant d'objectifs qui n'ont pas été atteints -, l'une des priorités était le désarmement des milices. En dépit d'un maigre bilan d'un régime qui, lors de son investiture après le départ forcé d'Aristide en février 2004, était porteur d'espoir, il y avait, quoique reportées en plusieurs occasions, des élections générales au pays le 7 février 2006.


Le Premier ministre Gérard Latortue

Cet échec du gouvernement intérimaire explique en partie pourquoi les lavalassiens, encore forts sur le terrain même si la fureur avait grandement diminué par rapport à 1990, avaient jeté leur dévolu sur René Préval pour un second mandat. Ils croyaient, avec un Préval au pouvoir, en de meilleures chances pour un retour d'Aristide au pays.

Si l'on considère l'instabilité politique pendant les deux ans du gouvernement de transition et la présence des troupes militaires sur le terrain, définitivement, les élections du 7 février 2006 étaient d'une grande importance pour le peuple haïtien puisqu'elles permettraient, à nouveau, la possibilité de se prononcer sur l'avenir politique de leur pays pour les cinq prochaines années à venir. Malgré quatre reports successifs du scrutin, finalement le 7 février 2006 le peuple avait décidé d'aller voter et remplir leurs devoirs civiques. L'intérêt que manifestait l'électorat quant à sa participation massive le jour du scrutin pour élire un président et des parlementaires était visible. Il dégageait de l'importance que le peuple avait placée au renouvèlement, particulièrement à l'alternance du pouvoir politique dans le cadre d'une stabilité démocratique, aussi bien qu'assurer de la crédibilité des dirigeants à travers des élections.

A Suivre

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée; pour le profit déclaré, fondé la dite action. ADMET en conséquence le divorce du sieur ERNST LYNDOR, d'avec son épouse née VERONIQUE CADET pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existants entre les dits époux ; Ordonne à l'officier de l'état civil de Pétion-ville, de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêt envers les tiers s'il y échet .Commet l'huissier Vilneret Gabriel de ce siège pour la signification de ce jugement; Compense les dépenses

Ainsi jugé par nous, NELSON CILIUS, juge en audience civil ordinaire et publique du jeudi vingt neuf juillet deux mille vingt et un, en présence de Me Jean ROLEX MEROVE, Substitut du commissaire du gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur MOZART TASSY Greffier du siège

Il est Ordonné. ....etc..... En foi de quoi. ....etc. ....

PAR CES MOTIFS

Nous. Me James SAINT JEAN, juge de paix de la Section sud de Port au Prince, Officier de police judiciaire auxiliaire du commissaire du gouvernement de ce ressort près le Tribunal de paix de Port au Prince, assisté de notre Richard GIORDANI

Sur la réquisition verbale de Carole Paul FOURRIEN, identifiée au Nif; 005-292 512-9, propriétaire demeurant et domiciliée à la Route de l'aéroport, village solidarité, Rue 3 Apt.1 D pour le présent exercice fiscal en cours

A l'effet de nous transporter à l'adresse de la rue des Miracles # 123 bis à l'intérieur dans notre Business dénommé Carole DÉPÔT DIVERS.

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen et sur les conclusions conformes du Ministère public, accueille l'action de la requérante pour être introduite dans les formes voulues par la loi, au fond, admet en conséquence le divorce de la dame Cynthia DUBUISSON d'avec son époux ROLAND Frantz pour abandon du toit conjugal aux torts de réciproque des époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre eux ; Ordonne à l'officier de l'état civil de Mirebalais de transcrire dans les registres destinés à cet effet, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêt envers les tiers si le cas y échet ; Compense les dépenses en raison de la qualité des parties en cause

Ainsi jugé par nous, Me Sonel DUMORNAY, av, Doyen du Tribunal de première instance de Mirebalais à l'audience publique et civile du mercredi dix février deux mille vingt et un, en présence de Me Gabriel FLEURY, Substitut au parquet de ce ressort et avec l'assistance de Jean Claude JOSAPHAT, Greffier du siège

Il est Ordonné.....etc ......En foi de quoi. ....etc. ....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen Le Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contré la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée la dite action. ADMET en conséquence le divorce du sieur JHONY PLANCHER , d'avec son épouse née FRANCESCA MELISSA SAMANTHA ALEXIS pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse, Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux ;Ordonne à l'officier de l'état civil, de Pétion-Ville de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet ,Commet l'huissier THIEN-CEY FRANÇOIS de ce siège pour la signification de ce jugement; Compense les dépens

Ainsi jugé et prononcé par nous NELSON CILIUS, juge en audience civile, ordinaire et publiques du jeudi vingt neuf juillet deux mille vingt et un, en présence de Me JEAN ROLEX MEROVE substitut du commissaire de ce ressort et avec l'assistance du sieur MOZART TASSY greffier du siège

Il est ordonné. ...etc...

En foi de quoi.... etc .....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen. Le Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclaré fondé la dite action. Admet en conséquence le divorce du sieur Shedler JEAN, d'avec son épouse née Manoucheka DELICE pour injures graves et public aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existants entre les dits époux ; Ordonne à l'officier de l'état civil de la Section Est de Port au Prince à transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêt envers les tiers s'il y échet ; Commet l'huissier JOHNNY JEAN pour la signification de ce jugement Compense les dépenses

Ainsi jugé par nous, Legroise AVRIL, juge en audience civil, ordinaire et publique du mercredi vingt huit juillet deux mille vingt et un, en présence de Me Quebex JEAN Substitut du commissaire de ce ressort et avec l'assistance du sieur Junior Sauvens THELEMAQUE, Greffier du siège

Il est Ordonné. ....etc

En foi de quoi. ....etc. ...

PAR CES MOTIFS

Sur les conclusions conformes du Ministère public, représenté à la barre par Me Aldrin Joassaint , Substitut commissaire du gouvernement de ce ressort maintient le défaut requis et octroyé à l'audience du jeudi 07 Janvier deux mille vingt et un, contre les défendeurs sur opposition , Pierre Charlemagne Azor , Benony Azor et Jesner Joseph Azor, pour faute de comparaitre ; Rétracté et réforme le jugement par défaut rendu par le Tribunal de première instance d'Aquin à la date du jeudi 09 mai 2019 , en faveur des défendeurs , sur l'invalidité du mandat consulaire pour défaut légalisation par le Ministère des affaires étrangères , article 05 du décret du 10 février 1967 sur la légalisation des pièces administratives et judiciaires. Commet l'huissier Bélance Fortuné de ce siège pour la signification de la présente décision. Condamne enfin les défaillantes aux frais et dépens de l'instance

Ainsi jugé par nous, Louis Fils Joseph, juge en présence de Me Aldrin Joassaint Substitut commissaire du gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du citoyen Jean Claude Novembre, greffier du siège en audience ordinaire, civile et publique de ce jeudi vingt mai deux mille vingt et un, An 218ème de l'indépendance

Il est Ordonné. ....etc.... En foi de quoi. ...etc. ...

Me Philippe Mélus Lalane, Avocat

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal sur les conclusions conformes du Ministère public représenté à la barre par Me Rosseau Lubin, maintient le défaut déjà octroyé à l'audience du trente juillet deux mille vingt et un, pour le profit se déclare compétent pour connaitre de cette espèce, accueille favorablement cette action pour être conformément en la forme qu'au fond. En conséquence, prononce la dissolution des liens matrimoniaux existants entre le sieur Wilnès Jean Chilles avec la dame Wilnès Jean Chilles née, Herline Henry pour motifs sans cités. En outre renvoie la partie demanderesse par devant l'officier d'Aquin pour la rédaction de l'acte de divorce et la transcription du dispositif de cette décision sur les registres à ce destinés à cet effet

Ordonne la publication de ce jugement dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale de Port au Prince, compense les dépens en raison de la qualité des parties, commet l'huissier Patrick Henry de ce siège pour la signification de cette décision

Ainsi jugé par nous Leblanc Jean, juge en présence de Me Rosseau Lubin , Substitut commissaire du gouvernement de ce ressort , en audience publique et en ses attributions civiles, ordinaires et de divorce et avec l'assistance du citoyen Jean Claude Novembre ,greffier du siège de ce vendredi trente juillet deux mille vingt et un, An 218ème de l'indépendance

Il est Ordonné. ...etc..... En foi de quoi. ....etc. ....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclaré, fondé la dite action. Admet en conséquence le divorce du sieur Emmanuel DANIEL , d'avec son épouse née Viola JEAN pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse .Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existants entre les dits époux ; Ordonne à l'officier de l'état civil de la Section Est de Port au Prince à transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêt envers les tiers s'il y échet . Commet l'huissier JOHNNY JEAN pour la signification de ce jugement ; Compense les dépenses

Ainsi jugé par nous, Legroise AVRIL, juge en audience civil ordinaire et publique du mercredi vingt huit juillet deux mille vingt et un, en présence de Me. Quebex JEAN, Substitut du commissaire de ce ressort et avec l'assistance du sieur Junior Sauvens THELEMAQUE, Greffier du siège

Il est Ordonné. ...etc..... En foi de quoi. .....etc.

Une opposition toujours en opposition à elle-même

Prof. Esau Jean-Baptiste

Dans son texte la meilleure méthode pour gérer les emmerdeurs, publié le 26 septembre 2017, Jean-Marie Durand cite Frédéric Joignot dans son réjouissant essai L'Art de la ruse qui explique comment cohabiter avec les emmerdeurs. « *A moins de les égorger, que faire des "relous" qui, chaque jour, nous pourrissent la vie ?* Frédéric Joignot souligne dans son essai que face aux problèmes au quotidien que représentent les emmerdeurs dans l'opposition : « *nous n'avons pas d'autre choix que "d'accepter la dure loi de la vie sociale, c'est-à-dire s'accommoder de la présence de ces emmerdeurs tenaces qui complique la vie. Il faut apprendre, pragmatiquement, à cohabiter avec eux, même dans la peine. Comme si l'acceptation de nous-mêmes n'était pas déjà une tâche épuisante en soi ! Double épreuve, donc.* »

Jean-Marie Durant pense, ce que suggère Frédéric Joignot, qui semble quand même en « *connaître un gros rayon en termes de fréquentation d'emmerdeurs, c'est que plutôt que de se contenter de les rejeter et de leur faire la guerre, de les trancher même, il est possible de les prendre à leur propre piège, pour les mettre hors d'état de nuire aux autres, et parfois s'épargner eux-mêmes. A l'horizon imparable de l'affrontement et de la guerre permanente, l'auteur oppose un savoir, qu'il définit d'abord comme un "savoir-vivre". Ce dernier relève d'une connaissance avisée de "l'art de la ruse", vieille tradition de pensée qui remonte aux origines de la philosophie elle-même, grâce à laquelle les gonfleurs et casse-couilles se neutralisent, ou mieux, se soignent. Frédéric Joignot entre ici "dans le domaine compliqué et stratégique de la ruse philosophique et de l'art de vivre avec les emmerdeurs", afin d'essayer "de les corriger, les amender, les émender, les métamorphoser, les pacifier",* »

Comprendre les réflexions de Fréderic Joignot et de Jean Marie Durant dans un contexte de crises politiques haïtiennes, c'est aussi comprendre la participation des leaders politiques de l'opposition dans le nouveau cabinet d'un Ariel Henry qui était nommé Premier ministre peu de jour avant l'assassinat du président Jovenel Moïse. Accepter de rejoindre l'équipe d'un régime qu'on combattait pendant des années, est dans toute l'acceptation du terme, un désaccord avec les mouvements de la rue pour finalement accorder paficiquement avec les chiens de garde d'un système corrompu composé d'une classe politique vassalisée et un groupe d'hommes d'affaires très rapaces.

Quand l'amour du pouvoir fait changer le discours

Pendant les jours qui suivaient l'assassinat du président Jovenel Moïse on avait assisté à des déclarations codées de la part de certains leaders de l'opposition, qui peut de temps avant, voulaient, à travers un taboularaza, une transition de rupture. Ce comportement de ruse fait penser à la tactique du double langage comme à l'époque des années 1980 avec la formation des constituants qui devaient travailler sur la charte constitutionnelle de1987, ou la formation du CEP pour l'organisation des élections en novembre de cette même année. Avant c'était non à la constitution, plus tard, c'était non aux élections. Nous n'allons pas aux élections avec les militaires. Il nous faut un autre gouvernement capable d'organiser des scrutins libres et démocratiques, réclamaient les leaders politiques et organisations populaires de gauche d'alors. Ainsi, la tactique du double langage avait marqué la longue période de la transition démocratique du CNG (Conseil National Gouvernement). Pendant longtemps, cette tactique s'était « *révélée une arme particulièrement efficace aux mains de cabotins de la politique dont les grossiers jeux de scène ont trop longtemps provoqué les applaudissements de spectateurs gagnés á leur cause.* ». Mais une fois que le calendrier électoral était annoncé, pour se porter candidats à tous les postes, certains de ces messieurs avaient changé de discours. Ils commençaient par courtiser le pouvoir en place, le Conseil Electoral et les puissantes ambassades, particulièrement les blancs de Washington. *Paske yo pap dòmi deyò.*

Le jeu de double langage et l'empressement d'une frange de l'opposition à signer l'accord qui désaccorde la bataille populaire a, dans une certaine mesure désamorcée la mobilisation du peuple et du même coup facilitée à ces leaders dans leurs jeux macabre, à trouver des postes ministériels ou de directions générales. Lors des manifestations des dernières années, le secteur dit démocratique était pour le départ sans condition du chef de l'État. Aujourd'hui, certains de ces leaders sont, dans le cadre de compromis politique avec le Premier ministre, pour le référendum constitutionnel, les élections etc.

Avec des discours révolutionnaires de changements politiques, bon nombre de leaders politiques ne sont pas toujours d'accord comment accéder au pouvoir. Dans leurs prises de positions toujours codés, empruntés du double langage et de marronnage, il y a certains qui préconisent la prise du pouvoir par la force, par la légalité surtout électorale, et d'autres qui voulaient le prendre par des compromis très comprometteurs avec la faveur bien entendu du secteur des affaires et alliés de la communauté international qu'ils avaient l'habitude de dénoncer.

Ce qui fait, même lorsqu'ils s'unissaient certaine fois contre le statuquo local et l'impérialisme l'international pour protester ou revendiquer certains abus et violation des droits humains, le conflit entre ceux qui voulaient arriver au pouvoir par la voie électorale et les compromis de tous genres était toujours le cheval de bataille de tout un groupe de politiciens dans les stations de radios à grandes écoutes. Quant à eux qui voulaient le *taboularaza*, ils sont le plus souvent décrier et insulter comme extrémistes. Pendant que les autres sont considérés comme opportunistes. Mac-Forel Morquette dans une autre version d'un livre appelerait ces messieurs *les Nouveaux Marrion*, revus et corrigés.

A la question de savoir, si le comportement de ces messieurs était une forme de lobby pour accéder à un poste politique, il est important de faire remarquer que l'opposition a toujours été en opposition à elle même. Quand elle n'est pas divisée sur des accords de principes, elle est, dans bien des cas, désaccordée sur des affaires électorales.

A suivre

Zougoudou : Èd ki pa ride ditou



Dam sa a ki malad nan yon pye, se yon baton ki sèvi l beki. Li sòti jouk Pik Makaya pou l te vin chache yon ti èd

J. Fatal Pya



Malere ak Malerèz yo ki vin dèyè yon ti èd

2yèm pati
Chodyè konn monte sou non ti moun
Epi l toujou desann sou non gran moun
Pwovèb Kreyòl

Nan pati sa a nou pral dezabiye mete toutouni tankou vètè nan mango vè tout kalib konvre ki nan chak rejiman kowonpi yo. Nou pap pran pou n di n tout sa n tande ki rele ONG, Fondasyon, Oganizasyon yo tout se zouti loksidan kretyen kreye espesyalman pou pase pèp ki nan malè nan tenten. Sa n pral fè pou ride n konprann pi byen, se esplike n mak fabrik yo epi denonse zak malonnèt yo fè.

Nou pral dekòtike tout estrateji ak taktik kouba aganman loksidan te toujou mete an plas pou yo ka pran gwo woulib sou lòt Pèp yo detan yo gen kontwòl yo pi byen. E, vye zak sa a yo se pa Ayiti sèlman ki konn viktim anba yo. Men se tout lòt peyi loksidan enperyalis fin dechèpiye ki konn tonbe nan sitiyasyon malouk sa a yo. Se chak fwa siklòn, zougoudou, inondasyon pase yo, konsa yo pran nan gwo cho konsa.

Se chak fwa gen malè sa yo ak zeleksyon bouyi vide kominote entènasyonal la sonje Ayiti ekziste. E, depi n fin fè n fè konesans ak mak fabrik tout gwo ekspè nan ganstè a kostim sa a yo sa pe ride n anpil. Sa pe ride n pou n ka toujou rekonèt yo byen fasil chak fwa nou pantan sou yo. Nou pral montre aklè e an detay mak fabrik anpil kalib vakabon ak raketè san karaktè tout plim tout plimay.

Sonje byen ant 2010 ak 2021 gen tan gen 3 gwo malè ki gapisye lavi, kay, jaden lòt kalte byen ak menm ti lòsye lespwa Ayisyen frè n ak sè n yo te genyen. Kòm nou te koumanse esplike nan premye pati atik la malè sa a yo se piyay pou pwofitè ak piyajè san kè san karaktè. Men se plizyè gwo laboratwa HP 4, 5 ou 6 Awousa, Eskanmòtè, Atoufè ki pe travay pou mete kanpe konpayi sa a.

Mak fabrik raketè yo

Se 24/24 krèy Awousa san fwa ni lwa sa a yo fè milyon ak milya nan malè Pèp Souvren yo lage nan traka lè eskanmotè fin dechèpiye yo lage yo de bra balanse sou beton an. Nan yo nou jwenn anpil aktè lokal. Aktè lokal yo se sila a yo k ap feraye nan zòn kote malè a rive a. Ladan yo w ka jwenn Kolektivite yo tankou Lameri Kazèk ak Asèk. E se lalwa ki ba yo pouvwa pou sa.

Apre kolektivite yo ou ka jwenn Leta Santral ki gen Ministè yo, Sekreteri Leta, Direksyon Jeneral yo. Apre w jwenn aktè rejyonal ki ap feraye nan tout lòt peyi ki nan vwazinay yo. Pou fini w jwenn aktè entènasyonal yo ki se papa ak manman tout krèy mafya n pe pale a. Nan dènye kò gang sa a ou pe jwenn ONG, Fondasyon, Òganizasyon Mondyal yo.

Kalib òganizasyon mafya sa a yo se tankou OEA, ONI, BID, AID, INYON EWOPEYÈN, OKSFAM, Kwa Wouj elatriye. Depi malè rive konsa, yo tout bay tèt yo dwa pou fè entèvansyon dèyè do lalwa ak dèyè do Leta Santral ak Kolektivite yo ki se Leta Lokal yo. Men nan kèlkeswa ka a se moun afè bon ki fè mago sou malè ak mizè moun afè pa bon.

Se pa Ayiti sèl ki gen devenn kòde sa a ki tonbe sou li. Okontrè se tout lòt peyi kote chodyè lamizè soufrans bouyi chak jou sou lestomak popilasyon an ki bay eskanmòtè yo piyay sa a. Pou tout sila a yo ki te gen chans konn sa k pe pase nan Nip, Grandans ak nan Sid, se menm tenyen an. Sa k te pase nan Nemou a, se li k repase pi rèd nan Siko tou. Leta ak lalwa bat ba devan odas ak je chèch ak Asosiyasyon Move Lawon (AML) sa a yo.

Sa ta vle di dividal lòbèy ki te pase lè zougoudou 2010 la ak siklòn Matye a akòz movèz fwa krèy Awousa san fwa ni lwa sa a yo, se te ti twòkèt la. Kalib festival lòbèy ki vin pase nan lokazyon Zougoudou 14 dawout 2021 an se men nan tèt paske l bay tèt fè mal. Lòbèy ki te pase an 2010 ak 2016 la pat anyen devan gwo manman penmba chay sa k vin pase nan okazyon zougoudou 14 dawout la.

Chans pote pou sendika Awousa a yo se te 3 depatman ansanm sa yo rele Gran Sid la ki te fè bèk atè anba gwo pataswèl. Sa nou ka rele sa kalòot marasa 3. Dapre ankèt nou mennen ak lòt san obsève sou teren an, se pa sa moun ki sinistre yo bezwen vre bon samariten yo pote ba yo. Sa k pi mal la, anpil fwa malveyan an yo konn pwofite de ijans lan pou yo debarase yo ak yon bann pwodui ki aryè sezon ki pase mòd lontan sa.

Si gen yon moun ki soufri maladi sen Toma ki pa kwè m, al mande moun Jeremi. Jan bèl bèl ti pwovèb kreyòl la di l la, anvi manje vyann pa dwe fè n manje mabouya, zandolit ak aganman pou n pa di rat do kale. Kolonbyen yo te anvayi yo ak yon bann pwodui ki te fin grandèt depi dik dantan lontan. Moun ki fin ranmase gwo mago epi ki fè konprann yo vin bay èd yo pa gen pyès rapò pou y al bay pesonn. Se sa ki esplike yo bay sa yo vle kote yo vle moun yo vle.

Teknik Mètdam yo

An n nèk pran yon ti ekzanp tout piti, nou viv nan Kanperen apre zougoudou 14 dawout la. Yon manman nan 2yèm seksyon kominal ki nan zòn ka Piko tou pre kay Manbo Yolann nan ki gen kay li kraze l pèdi mari l ak 3 pitit. Epi yon ONG debake li pran non l apre 8 jou l pote yon ti sachè nwa ki gen yon glòs lwil yon ti sachè espageti, yon somon ak yon ti sachè ti pa nou.

Lè sa a responsab ONG sa a konfonn moun ki nan grangou ak moun ki sinistre kote l pèdi kay li ak 4 moun nan fanmi l. Men se pa danre nan jaden l li pèdi. Devan sitiyasyon jwèt koken ak mètdam sa a moun ONG yo plis sanble ti grangou pase moun ki sinistre yo. E, lè w fin mennen bonjan ankèt, ou pral aprann ONG, Fondasyon, Oganizasyon se yon bann restan ti visye, ti grangou, gwo vòlè gwo koken. Alòs se sèl talan ak kalite yo genyen.

Bon gen yon lòt reyalite nou viv sa a pi mal nèt. Erezman n te filme l epi n te fè foto. Yon òganizasyon ki vin bay èd nan kalfou Lapriz la nan gwo lakou kay Franswa a kote baz Estreya a te ye a. Yo gen kit apèn pou 50 moun sèlman. Yo fè mobilizasyon pou prèske 500 moun. Yon tann yo tann kou gen prèske 1000 moun rasanble. Gen nan yo ki soti jis Pik Makaya tankou dam sa a ki gen pye l kase anba dekonm nan.

Li fè yon pati wout apye yon pati sou moto, l pa jwenn menm yon mant. Genyen menm ki kouri piplis pase 20 ou 30 kilomèt apye soti nan 2yèm ou nan 3yèm seksyon ou menm nan Grandns. Depi nan mete an liy gwo batay pete, bouskiad, gagann voye devan dèyè. Yo aranje yo tann wòch koumanse voye, epi yo lage pye yo. Yo rezye sinistre yo, ba yo bèl pousyè, ba yo remò yo mete deyò.

Se vre ONG pa gen pyès rapò ni lòt detay pou l bay pesonn sou ki fasyon yo depanse mago a. Men, n ta renmen wè ki sa yo mete nan rapò sa a. Yo do mete batay pete, wòch voye, pou tèt nou pa vle gen tèt kase ak lòt dega regretab pa rive, devan yon sitiyasyon enposib, distribisyon ranvwaye pou yon lòt fwa.

60 tòn fè pou Katedral

Kòm se nan ma labou kòripsyon an nou ye, detan n ladan l lan an nou tou pran yon lòt ekzanp ki pi grav ankò. Se ki jan legliz fè gagòt nan èd ou ak franchiz Leta santral ba l. Menm si ka sa a se depi zougoudou 2010 li pase men n ap sezi wè lòdè a toujou pe toufe moun serye ki fè alèji ak pouriti santi di.

Koute sa byen. Leta bay legliz katolik franchiz pou 60 tòn fè tout dimansyon pou refè katredal Pòtoprens. 11 lane apre n bay tout moun defi ban n adrès kote yon ti bout nan 60 tòn fè sa a yo plante. Sizoka nou ta wè kote yon bout nan fè pou fè katredal sa a plante, fè n konnen pou n al filme l epi fè foto fè sa a. Ou byen fè foto l voye pou nou.

Kòm nou konnen sa moun sa a yo gen twou nan tout manch soutàn yo. Enben nan yon bat je, tout 6 tòn fè a disparèt kou kout zèklè nan twoubouyon kòripsyon kadinal, monsenyè, pè, mè, frè move zafè. Anvan pipirit koule kafe, kadinal, monsenyè, pè, mè, frè raketè move zafè fè bon afè, fè e defè ak tout fè.

Antouka eksperyans labou kòripsyon sa a fè sa k rele tèt yo pitit yo pitit manman Mari ki toujou vyèj apre 12 pitit ak 12 disip yo pa konn vòlè. Epi se manman Mari yo konn fè ti degaje, e, ti degaje pa peche vre. Yon ti degaje pa ka fè pitit manman Mari n konnen n konnen an pa al fete nan wayòm anlè nan mitan tout lòt gwo balon dò nan chanpyona Awousa.

Nou tout wè tout gagòt ki fèt nan 60 tòn fè epi pesonn pa menm entèpele alevwa pou jije epi kondane. Epoutan avanyè ti mizè yon ti vòlè chipe yon ti ba fè ¼ nan mache an fè, monsenyè, pè kondane l pou l al boule avi nan flanm dife lanfè nan wayòm Lisifè. Kontante n ak sa a toujou.

Lòt senmenn nou pral fè radyografi pou montre n kouman tout aktè yo mayimoulen kò yo sou teren an. Nou mèt pare n pou n sezi.

Premye desanm: jounen entènasyonal kont Sida



Oganizasyon AIDS Healthcare Foundation (AHF) te òganize plizyè aktivite pou mobilize moun Okap Ayisyien sou maladi Sida nan kad jounen mondyal maladi sa a, sou tèm *« Mete yon fen nan inegalite, mete yon fen nan sida, mete yon fen nan pandemi »*

Nan kad aktivite sa yo, anpil sansibilizasyon te rive fèt nan kèk lekòl nan vil la sou VIH/SIDA. Kèk afich ak bandwòl te poste nan lari, epi pankat ak distribisyon kapòt. Tout sa se pou difize mesaj sansibilizasyon sou VIH/SIDA. Pou fè konnen, maladi Sida a pa yon plezantri.

Karine Duverger, Direktè AHF-Ayiti fè konnen « SIDA rete yon defi sante ak devlopman mondyal »

Chak ane se yon moman istorik pou Fondasyon SIDA » pote èd yo toupatou bay moun ki nan doulè, moun ki estigmatize k ap sibi diskriminasyon akòz sitiyasyon VIH-pozitif yo. Moun ki sibi esklizyon yo bezwen sèvis, anpil sipò, swen ak tretman. Jounen Mondyal SIDA a se yon opòtinite pou tout moun atravè lemonn ini nan batay kont VIH, pou montre sipò yo pou moun k ap viv ak VIH, epitou pou komemore viktim ki mouri yo.

Cabinet, ô cabinet ...

Par André Charlier

Il semblerait que Monsieur Ariel Henry, qui se prétend Premier Sinistre (faites excuse, Ministre) de notre pays, se soit fendu d'un nouveau Cabinet, formé, comme il se doit, d'un ramassis de *vye rat do kale,* vétérans blanchis sous les magouilles de la politicaillerie traditionnelle, aux poches profondes et à la conscience élastique – pour ne pas dire inexistante. Prendre de tels chimpanzés, à la réputation au-dessous du Zéro Absolu (moins 273 degrés Celsius, comme chacun sait) pour en faire un "gouvernement", c'est ce qu'en France on appelle *on prend les mêmes et on recommence,* et du côté de la rue Tiremasse *se menm kout baton an.*

Bon appétit, Messieurs-Dames ! Goinfrez-vous bien, bâfrez à en crever ! Car il ne s'agit, en fin de compte, que de bouffer le gâteau: ***LA CAISSE PUBLIQUE*** (ou, pour être exact, ce que les *aloufa* précédents y ont laissé) ***...***

Si Papa Dessalines voyait ça…

Dans le numéro d'octobre 2021 d'une revue socialiste américaine figure une longue interview intitulée *The Long Haitian Revolution.* Cette interview est en fait une longue défense du parti Lavalas. J'ai beaucoup de respect pour l'ancien président Jean-Bertrand Aristide, qui est le seul homme politique de notre pays qui fasse des choses pour notre peuple au lieu de se contenter de discourir et de voler. Cela ne m'empêche pas de voir que Lavalas, gangrené par la collaboration de classes, le clientélisme patriarcal, la corruption héritée du duvaliérisme, et le refus obstiné de la violence dans un pays qui hurle pour une solution violente à la violence qu'on lui fait subir depuis deux siècles, n'est plus actuellement qu'un réformisme dépassé dans un pays où tous les réformistes ont échoué. Je ne suis pas *Antoine Langommier,* mais je ne sais que trop bien ce qui arrivera s'il arrive au pouvoir. *Car dans des conditions similaires, les mêmes causes produisent toujours les mêmes effets.* Vle pa vle, c'est une Loi.

Dans la même interview, les interviewés se permettent, du haut de leur omniscience, de traiter en fait de crétin un journaliste qui a passé l'essentiel de sa vie d'adulte à enquêter dans les ghettos du Port-aux-Crimes. L'un de ces interviewés a grandi à Queens, New York, parle mal le Kreyòl, ne parle ni ne lit le Français, et lorsque je le fréquentais, ne savait de notre histoire que ce qu'il avait pu glaner – en Anglais – dans *Les Jacobins Noirs.* Et s'il avait séjourné dans les ghettos portauprinciens, je l'aurais su.

Pire – car *dans le pire, il y a toujours plus pire* -- les mêmes transforment, au figuré bien sûr, Barbecue en hamburger. Remarquons que c'est aussi ce que fait actuellement le dernier proconsul impérial parachuté sur notre pays, l'honorable Kenneth Merten. Si nos deux interviewés sont vraiment socialistes, les lois de la bonne vieille logique aristotélicienne nous enjoignent de conclure que le Kenneth Impérial est un *Crypto-Socialiste* venu nous tirer, *anba-anba,* de la merdouille..

Lénine avait dans la manche de sa lévite une étiquette de *social-traître* toujours prête à coller au bas du dos de certains. N'avait Vladimir Ilyitch pas compris quelque chose ???

Passons maintenant à cet ancien officier de l'armée dite d'Haïti qui a répédalé – avec le même affreux uniforme jaune-pipi imposé jadis par les US Marines aux gendarmes massacreurs de Cacos – et veut en finir avec la terreur des gangs au moyen d'un char d'assaut, de deux voitures blindées et d'un hélicoptère. Et *2 ran dlo 2 ran larum,* de surcroît, pour faire pâmer les *ti milatrès dyòl roze…*

La terreur des gangs armés, baptisée par euphémisme *insécurité* alors qu'elle est bien plus et bien pis que cela, est un fléau national dont l'existence même est la preuve par 9 de l'inexistence d'un gouvernement dans notre pays. Mais envoyer de l'infanterie appuyée par des blindés et des moyens aériens à l'assaut des ghettos ne saurait en aucune manière être une solution, car cela n'aboutirait qu'à tuer quelques bandits et une foule de civils innocents, tous citoyens Haïtiens, donc nos compatriotes, soit dit en passant. Sans compter les dommages matériels, les femmes et les enfants jetés à la rue, et autres broutilles sans importance pour un chat botté formé à l'américaine.

Le ratiboisage à la FAD'H que veut sans le dire (et peut-être sans s'en rendre compte – il y a des naïfs partout) cet officier n'est que criminelle inconscience et mépris caractérisé de notre peuple. Mais force est d'ajouter qu'il ferait extrêmement plaisir à l'oligarchie dollaromane des hauteurs – ce qui est une salopritude de plus. Un rejeton de cette caste n'avait-il pas parlé, il y a quelque temps, de jeter une bombe sur le Village de Dieu pour calmer Izo ? Une "grosse marmite" de 500 kilos H.E. sur son château lui aurait fait comprendre ce que parler veut dire, à ce sous-développé de l'étage supérieur...

Il faut, et il suffit, de donner au peuple les moyens de supprimer le terrorisme. Lui seul peut le faire sans massacre aveugle – et sanguinaire. Et que les ratiboiseurs ex-FAD'H aillent ratiboiser ailleurs. Sur la planète Mars ou une autre, de préférence.

Le peuple seul peut en finir avec la terreur sans recourir à un massacre bien pire que cette terreur. Parce qu'il vit avec les bandits, il les connaît tous, individuellement. Il peut faire la différence entre les irrécupérables et ceux à qui l'on peut faire entendre raison, entre les criminels avérés et ceux qui se laissent entraîner, entre ceux qui veulent devenir riches à tout prix et ceux que la misère et l'oppression ont conduit au crime, et *ce que l'oligarchie, le gouvernement US et leurs soufnantyou ne veulent surtout pas, entre les criminels et les révolutionnaires.*

Mais bien sûr, il lui faut pour cela des armes. L'on ne combat pas des fusils d'assaut qui vous transforment en passoire à quatre cents mètres de portée, et crachent six cents balles ou plus par minute, avec des cailloux, des gourdins et des machettes. Il faut du *repondonng.*

Et c'est ce que l'Internationale des pourris, des affameurs et des pillards ne veut surtout pas.

Car il faut mettre révolutionnaires et criminels dans le même sac pour les tuer tous, "pour rétablir la sécurité" du Business As Usual.

Cela fait, le Bal des Pourris pourra continuer.

Le Mouri Grangou Total-Capital aussi.

Et Vive la Sainte Dérive des Cochons !

Haïti : Désespoir et Résistance



Manifestation contre les pénuries de carburant et pour exiger la démission du président Jovenel Moise, Port-au-Prince, Haïti, 20 septembre 2019.

Par Greg Dunkel

Près de 4,4 millions d'Haïtiens ont besoin d'une aide alimentaire immédiate et 1,2 million souffrent d'une faim extrême. Washington a reconnu que les conditions des masses en Haïti sont si désastreuses que le gouvernement américain a prolongé de 18 mois la protection contre l'expulsion des Haïtiens vivant déjà aux États-Unis.

Cette décision a omis les Haïtiens qui ont tenté d'entrer aux États-Unis en septembre et octobre ; les personnes expulsées des États-Unis par l'ICE étaient majoritairement haïtiennes.

Des dizaines de milliers d'Haïtiens qui vivaient et travaillaient en Amérique latine, principalement au Chili et au Brésil, ont perdu leur emploi en raison d'un récent ralentissement économique. Ils voient les États-Unis comme un refuge pour survivre, mais actuellement hors de portée. Le nombre d'Haïtiens tentant de traverser la frontière en novembre a chuté brutalement, lorsque les Haïtiens ont réalisé que l'administration Biden était hostile aux réfugiés haïtiens. (Washington Post, 11 novembre)

Certains Haïtiens ont demandé l'asile au Mexique. D'autres se rassemblent dans le nord de la Colombie et au Panama.

Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) des Nations Unies, les États-Unis ont expulsé 800 enfants vers Haïti entre le 19 septembre et le 4 novembre. Ces enfants, nés de parents haïtiens en dehors d'Haïti, n'étaient pas citoyens haïtiens et n'avaient jamais été en Haïti. L'agence américaine des douanes et de la protection des frontières n'a offert aucune justification légale à cette décision.

Il y a des dizaines de milliers d'Haïtiens en République dominicaine, qui partage l'île d'Hispaniola avec Haïti. Ils travaillent dans les champs de sucre, la construction et l'industrie touristique. Pour faire pression sur la communauté haïtienne, tout en évitant les pénuries de main-d'œuvre dans les industries dominicaines, les autorités dominicaines de l'immigration déportent les Haïtiens enceintes et celles qui ont récemment accouché.

Quarante-cinq femmes ont été expulsées le 4 novembre. Du 9 au 10 novembre, 53 autres femmes enceintes ont été expulsées en bus vers une petite ville isolée du centre d'Haïti appelée Belladère. L'une a accouché dans le bus. Un autre a eu une césarienne.

De nombreuses organisations, de l'OIM aux organisations populaires en Haïti et en République dominicaine, ont dénoncé ces expulsions comme inhumaines. Les autorités dominicaines de l'immigration ont suivi l'exemple anti-immigrant des États-Unis.

Il y a environ un mois, 16 citoyens américains et un Canadien du Christian Aid Ministries (CAM) ont été kidnappés par une force paramilitaire locale appelée 400 Mawozo. Le site Web du CAM a annoncé le 21 novembre que deux de leurs membres kidnappés avaient été libérés et étaient de « bonne humeur ».

Aucun détail – comme des noms, des photos ou des villes d'origine – n'a été fourni. Le CAM n'a publié aucune information supplémentaire sur les personnes qui viennent d'être libérées ou celles qui sont toujours détenues. Il s'agit d'une politique inhabituelle et conduit à la spéculation.

Jen Psaki, attachée de presse de Biden, a déclaré que la Maison Blanche et le Département d'État n'auraient aucun commentaire sur l'histoire. Elle a reconnu le lendemain de l'enlèvement que le FBI et d'autres agences – très probablement la CIA – avaient des actifs importants en Haïti. Selon le Miami Herald, les deux personnes libérées étaient des adultes souffrant de problèmes médicaux et aucune rançon n'a été versée.

Selon le numéro de novembre de Christianisme aujourd'hui, de nombreux missionnaires – qui fournissent des services éducatifs et médicaux que l'État haïtien n'offrent pas – sont partis. Leur décision n'est pas seulement due à l'enlèvement, mais à cause des multiples attaques physiques contre les pasteurs et des avertissements sévères du Département d'État de partir.

A la sortie, ces chefs religieux en profitent pour appeler les Etats-Unis à renforcer leur soutien à la police et à l'armée haïtiennes.

Ce dont le peuple haïtien a besoin de la part des travailleurs et des progressistes aux États-Unis, c'est de la solidarité et de la compréhension de l'énorme oppression à laquelle ils sont confrontés, oppression que l'intervention américaine a causée en premier lieu.

Workers World
24 novembre 2021

Un nouveau CEP plus facile à dire qu'à faire !



Tout le monde préfère prendre ses distances avec ce projet fou qui consiste à former un CEP sans qu'aucun accord politique ne trouve vraiment l'assentiment de la population

Par ici la sortie pour le seul et unique Conseil Electoral Provisoire mis en place par le feu Président Jovenel Moïse en plus de 4 années de mandat. Si son prédécesseur, Michel Martelly, a battu tous les records par le nombre de CEP installé durant son quinquennat, le feu Jovenel Moïse s'était contenté de former un seul : celui du 22 septembre 2020. Il avait compris qu'il ne pouvait organiser aucune joute électorale acceptable par tous les secteurs politiques et de la Société civile. Contesté, honni et banni dès sa formation, ce CEP n'a jamais obtenu la moindre considération de l'ex-opposition plurielle, aujourd'hui au pouvoir avec la formation du nouveau gouvernement la semaine dernière, jusqu'à sa brutale dissolution par le Premier ministre a.i, Ariel Henry, sous la pression constante des signataires de l'Accord du 11 septembre 2021 et particulièrement de Me André Michel, le chef de file, du SDP (Secteur Démocratique et Populaire).

D'ailleurs, ce CEP qui a été installé sans le consentement de la classe politique et de la Société civile n'a eu, à aucun moment, l'aval officiel de la Cour de cassation. Jusqu'à son renvoi par l'arrêté du 27 septembre 2021, le CEP, conduit par Mme Guylande Mésadieu, n'a pu prêter serment devant les juges de ladite Cour comme le veut la Constitution. En clair, malgré les moult démarches et activités menées par le CEP dit du 22 septembre, dans le cadre du processus électoral entamé par Président de la République, son destin était scellé. Et ce, même avec ou sans Jovenel Moïse. Car, le défunt n'a jamais caché son désir de sacrifier les neufs membres de ce CEP dans le cadre d'un Accord politique qu'il espérait, jusqu'à sa mort, avec les oppositions. Finalement, on a compris qu'il n'a jamais été question pour l'opposition plurielle d'avoir un quelconque accord avec un Président qu'elle avait condamné par avance et fini par exécuter dans la nuit du 6 au 7 juillet 2021.

Bref, que ce soit avec Jovenel Moïse ou avec n'importe quelle autre autorité, d'ailleurs, du Pouvoir exécutif, le CEP n'avait pas d'avenir. Il était condamné à disparaître. Il reste maintenant l'art et la manière de le faire disparaître. Et surtout sacrifié par quelle autorité ? On le sait, l'assassinat du Président Jovenel Moïse devait provoquer l'arrêt de tout ce qu'il avait entrepris. C'est l'objectif même du meurtre. Sinon, cela n'aurait pas de sens. Dès l'installation du Premier ministre a.i, Ariel Henry, à la tête du Pouvoir exécutif, l'on se rappelle que sa première grande décision politique lors de son tout premier Conseil des ministres avait été de suspendre le décret créant l'Agence Nationale d'Intelligence (ANI) qui, elle aussi, était très contestée par l'opposition. Mais, devant l'opposition de la quasi-totalité des membres du gouvernement et principalement du Secrétaire général du Conseil des ministres, Rénald Lubérice, révoqué depuis, Ariel Henry a dû faire machine arrière et bouter en touche. Le projet est suspendu et reste pendant.

Dans la mesure où, selon l'Accord du 11 septembre, il est dit grosso modo que le Premier ministre doit suspendre certains décrets que les signataires trouvent non conformes à leurs yeux. En difficulté depuis la signature de l'Accord qu'il a du mal à mettre en application, le locataire de la Villa d'Accueil tourne en rond. Le pays n'est toujours pas gouverné. L'insécurité passe à un sommet exponentiel que personne n'aurait imaginé. La capitale haïtienne est un champ de ruine et un « *No Man's land* » où seuls les gangs ont la voix au chapitre. Bref, Ariel Henry, malgré le soutien inconditionnel des radicaux de l'ex-opposition et d'André Michel en particulier, fait du surplace. La Transition est dans l'impasse. Alors, pour donner l'illusion qu'il fait quelque chose, il s'est rappelé qu'il a le soutien d'une partie de l'ex-opposition et détient une arme qui s'appelle : l'Accord de la Primature dans lequel il peut piocher en faisant semblant d'avancer. C'est ainsi qu'il a jeté son dévolu sur le maillon le plus faible de la présidence du feu Président de la République Jovenel Moïse : son Conseil Electoral Provisoire décrié, brocardé, méprisé et rejeté.

S'appuyant sur l'article 14 dudit Accord, selon lequel devrait constituer une gouvernance politique apaisée signée avec des partis politiques et des organisations de la Société civile, il s'est autorisé à mettre en place un nouveau Conseil selon l'esprit de l'article 289 de la Constitution. De ce fait, *« Le gouvernement de la République a, par arrêté en date de ce lundi 27 septembre 2021, libéré les membres du CEP de leurs liens avec l'Administration publique. Ainsi, il a été décidé de rapporter l'arrêté du 18 septembre 2020 les nommant et fixant le mandat de l'institution électorale »*, peut-on lire dans un tweet de la Primature. Il reste la crédibilité et la légitimité de l'autorité en question pour poser un tel acte. Naturellement, il n'aurait eu aucune contestation ni débat si c'était le Président Jovenel Moïse qui avait décidé de remplacer le CEP dans le cadre d'un accord politique avec ses adversaires. D'ailleurs, les neufs membres du CEP du 22 septembre s'attendaient à cette probabilité et s'étaient préparés psychologiquement à une telle décision.

Sauf que la légitimité d'Ariel Henry fait débat dans la société. Sa crédibilité, encore pire. Car, l'affaire du fameux coup de file de Joseph Félix Badio dans la nuit de l'assassinat du Président n'a pas fini de laminer son autorité et sa crédibilité dans le pays. Il n'inspire ni confiance, ni respect de la part de certains hauts fonctionnaires de l'Etat et de la plupart des acteurs politiques. Mais, pour le coup, sur la révocation du CEP, personne, à part les jovenelistes, ne conteste la décision du Premier ministre de renvoyer les neufs membres du CEP. Personne. Pas vraiment ! Les premiers intéressés, bien évidemment, ne l'entendent pas de leurs oreilles. Ils vont vite monter au créneau et pensent se mettre en croix contre, selon eux, une décision arbitraire et illégale. Puisque, d'après la Présidente de l'institution électorale, Guylande Mésadieu, les membres du CEP ont été nommés par un arrêté présidentiel. Ils ne peuvent être révoqués que par un arrêté présidentiel.

« L'arrêté en question est un arrêté du Premier Ministre. Or, les membres du Conseil Électoral Provisoire sont nommés par arrêté du Président de la République, pris en Conseil des ministres. En cas de vacance présidentielle, les attributions du Président de la République sont exercées par le Conseil des ministres et non par le Premier Ministre » avait même prétendu le Rassemblement des Jovenelistes pour la Démocratie (RJD). Le pays pensait qu'un bras de fer allait s'installer entre les deux parties. Une crise dans la crise. Il n'en fut rien. Très vite, la bande à Mésadieu va se fissurer et se diviser sur la question et l'on n'entendra plus parler. Quant au chef de la Primature, il pense que la voie était libre pour se lancer à corps perdu dans l'exécution de la deuxième phase de l'Accord sur cette thématique. Alors même que l'Accord était coincé sur le point qui devrait être le plus simple à appliquer : la formation d'un nouveau cabinet ministériel.

Effectif, le 24 novembre dernier avec huit nouveaux titulaires. Croyant qu'il a eu raison de prendre les adversaires de l'Accord à revers en renvoyant un CEP qui, en quelque sorte, était en sursis pour avoir fait unanimité contre lui, immédiatement Ariel Henry lançait à grand coup de communication la procédure de la mise en place d'un nouveau Conseil Electoral Provisoire. Histoire, bien entendu, de conforter et de rassurer, cette fois, ses nouveaux partenaires politiques et surtout ceux du SDP qui lui mettent les bâtons dans les roues pour accélérer la concrétisation et la consolidation de la Transition à leur profit. Le Premier ministre qui est dans une situation inconfortable suite à la démission de l'Envoyé spécial américain pour Haïti, Daniel Lewis Foote, qui ne se gène guère pour le critiquer et marquer ouvertement son opposition à l'Accord de la Primature, va tenter un coup de poker en se basant sur la section V de l'article 14 du fameux Accord. Il lance donc des invitations aux différents secteurs de la Société civile organisée afin de former le nouveau CEP.

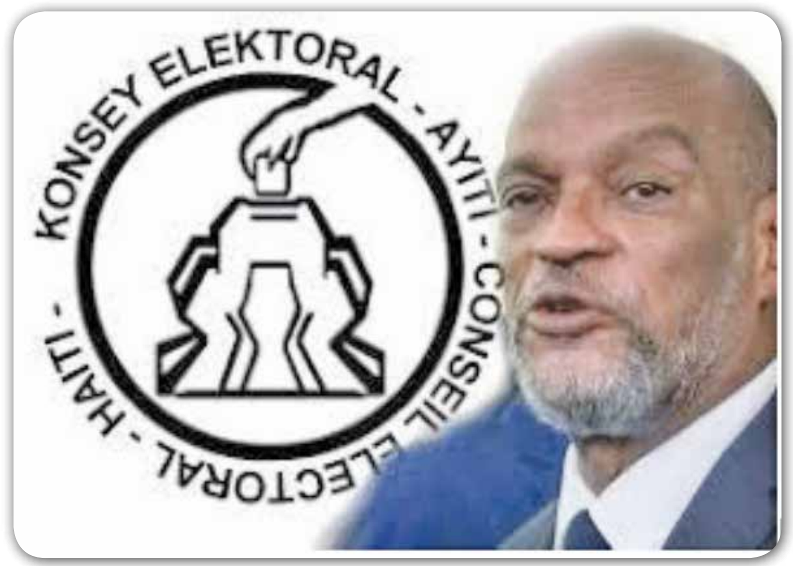
Selon cette section, « *Environ une semaine après l'installation du nouveau cabinet ministériel, il est créé, suivant l'esprit de l'article 289 de la Constitution, un organe électoral avec les représentants issus des secteurs suivants : la Conférence Episcopale d›Haïti (CEH) et l'Église épiscopale ; les Cultes réformés ; le Secteur vodou ; les Associations de patrons de presse (ANMH et AMI) ; les Organisations des droits humains. Sans oublier, la Conférence des Recteurs d'université ; les Organisations paysannes et de la Diaspora. En cas de désistement ou d'incapacité de l'un des secteurs mentionnés, le gouvernement pourvoit à sa défaillance* » dit l'article 14. Dans sa précipitation à mettre les charrues avant les bœufs, le Premier ministre avait totalement zappé ou faisait semblant d'oublier qu'il n'y avait encore pas de nouveau gouvernement qui est la première condition de l'application de l'Accord. De plus en plus sur la défensive et attaqué pratiquement par tout le monde y compris par les Emissaires et envoyés spéciaux de Washington qui voient d'un mauvais œil la formation d'un nouveau gouvernement sans un Accord global ou inclusif où l'on trouvera forcément tous les Secteurs, Ariel Henry peine à atterrir.

« J'espère que les États-Unis cesseront de soutenir le gouvernement Henry. Je crois que les groupes sont très proches d›un accord, tant que les États-Unis n›insistent pas sur l›implication d›Henry. Il n›est pas essentiel qu›Ariel Henry ait une voix dans ce nouveau gouvernement » avait même osé déclarer l'ex-Envoyé spécial pour Haïti, Daniel Foote, ne portant pas vraiment dans son cœur le neurochirurgien Ariel Henry, chef provisoire de la Transition. N'empêche, le Premier ministre prend la décision d'écrire aux neufs organismes de la Société civile, ceux qui ont l'habitude d'envoyer de personnalités aux CEP précédents, pour qu'ils désignent trois personnalités parmi lesquelles, il choisira l'une d'entre elles. La correspondance est adressée aux responsables de la Conférence Episcopale d'Haïti (CEH), des Cultes réformés, du Secteur vodou ; aux Associations de patrons de presse ANMH et AMIH ; aux Organisations de droits humains, à la Conférence des recteurs d'université, des Organisations féministes, à des Organisations paysannes et à la Diaspora. Ces secteurs avaient jusqu'au mercredi 13 octobre 2021 pour désigner les trois personnes en question. Tout semblait bien parti pour la Primature dans un premier temps.

Puisque, au départ, aucun de ces Secteurs n'avait vraiment d'objection à part la CORPUHA (Conférence des Recteurs, Présidents et Dirigeants d'institutions d'enseignement supérieur haïtiennes). Dès la réception de la correspondance de la Primature, en effet, le professeur Jean Robert Charles marquait son scepticisme et même son refus de désigner les trois personnes. Le professeur mettait en cause l'esprit du courrier du Premier ministre a.i estimant qu'il n'a point respecté l'Accord qui a été publié dans *Le Moniteur*, le journal officiel de la République. Selon le Président de la CORPUHA, « *Pour avoir été publié dans Le Moniteur, l'Accord a une valeur légale. Ils sont contraints de respecter ce qui est écrit. La lettre est en contradiction avec le texte publié dans Le Moniteur. Il nous demande de faire une proposition de trois noms par poste. Mais ceci n'est pas dit dans l'Accord publié dans Le Moniteur à l'article 14* » avance le responsable de la Conférence des Recteurs, Présidents et Dirigeants d'institutions d'enseignement supérieur haïtiennes.

Mais, en vérité, c'était déjà un prétexte pour cette organisation de se démarquer d'un projet « mort-né » tant le contexte sociopolitique du pays ne s'y prête pas. Personne, à part les radicaux qui portent le PM Ariel Henry sur leur dos, n'avait réellement adhéré au processus de nomination d'un nouveau CEP dans cette conjoncture fiévreuse où le territoire est tenu par les groupes armés semant la terreur nuit et jour comme bon leur semble. Former un nouveau CEP équivaudrait à lancer le processus pour l'organisation des élections générales dans le pays. Or, les conditions de sécurité ne sont nullement réunies. L'insécurité est à son comble. D'où le refus de la quasi-totalité des acteurs et des Secteurs de prendre part à ce qui paraît pour eux inconscient et irresponsable.

suite à la page(16)



Le Premier ministre Ariel Henry

New Cabinet Reflects Merger of Haiti's "Radical" Opposition with its Former Nemesis, the Ruling PHTK



SDP leader André Michel (left) and Prime Minister Dr. Ariel Henry. The new government consecrates their marriage

by Kim Ives

The Democratic and Popular Sector (SDP), headed by former KID militant and lawyer André Michel, President René Préval's former Women's Affairs Minister Marjory Michel, and former Lavalas Family Senator Nenel Cassy used to be called the "radical" opposition, for its trenchant, uncompromising condemnations of the governments of former President Michel Martelly and his successor Jovenel Moïse, as well as their ruling party, the Haitian Bald-Headed Party (PHTK).

But now the SDP, along with the social democratic party Fusion, has formed a new government in alliance with Prime Minister Dr. Ariel Henry, who was appointed to the post by President Moïse, just two days before his Jul. 7 assassination, on Martelly's recommendation.



John Wesley Amady/Haiti Liberté

Former Deputy Arnel Bélizaire in court on Oct. 11, 2021 with his then lawyer André Michel

Of Haiti's 18 ministries, nine were filled with new leadership on Wed., Nov. 24, just as André Michel was becoming very antsy over the reshuffling's announcement. The new posts were among the most coveted in any cabinet. They are:

Ariel Henry now doubles as Minister of Culture and Communication; former Consul to Boston and Ambassador to Cuba **Jean Victor Généus** became Minister of Foreign Affairs and Worship;

former Senator for the South East department from the Dessalines Children party **Ricard Pierre** is now Minister of Planning and External Cooperation; economist **Nesmy Manigat** resumed leadership of the Ministry of National Education and Vocational Training, a post he held under Martelly; former Health Minister under René Préval, **Dr. Alex Larsen** (in which role he was Dr. Ariel Henry's boss) was appointed Minister of Public Health and Population; a long-time leader in the Fusion party, **Rosemond Pradel** is now Minister of Public Works, Transport and Communications; **Odney Pierre Ricot** became Minister of Social Affairs and Labor, the ministry where he previously worked as a Technical director; former Cité Soleil deputy **Raymonde Rival** was appointed Minister of Youth, Sports and Civic Action; and lawyer **Berto Dorcé** became the Minister of Justice and Public Security.

Remaining in their posts were **Charlot Bredy** as Minister of Agriculture, Natural Resources and Rural Development (MARNDR); **Ricarden St-Jean** as Minister of Commerce and Industry (MCI); **Enold Joseph** as Minister of Defense (MD); **Nazareth Auguste** as Minister of Haitians Living Abroad (MHAVE); **Michel Patrick Boivert** as Minister of Economy and Finance (MAE); **James Cadet** as Minister of the Environment (MDE); **Sofia Loréus** as Minister for Women and Women's Rights (MCFDF); **Liszt Quitel** as Minister of the Interior and Territorial Communities (MICT); and **Luz Kurta Cassandra François** as Minister of Tourism (MT).

Perhaps the appointment which is most emblematic of the new government is that of Berto Dorcé to head the all-important Justice Ministry. Formerly a justice of the peace in Miragoâne, Berto was found guilty for involvement in drug trafficking in 1997 and served six months in jail in Haiti. He has also been the lawyer for Charles "Kiko" St. Rémy, Martelly's brother-in-law and reportedly Haiti's most powerful drug trafficker; Dimitry Vorbe, arch-Jovenel foe and the owner of the idled power company SOGENER; and Woodly "Sonson La Familia" Ethéart, the former head of the infamous "Galil Gang," a former close associate of Martelly.

After being jailed in 2014 on kidnapping charges, Sonson La Familia was controversially freed from jail in 2015 under Martelly and disappeared from sight. But he went to attend a concert by Martelly's "Sweet Micky" persona in the Dominican Republic on May 15, 2021, where he was rearrested by Dominican police and turned over to Haitian authorities. He was placed back in jail in Haiti.

The re-imprisonment of the drug-trafficking Sonson La Familia, who was also close to Kiko (the power behind Martelly's throne), has been cited by some as a possible reason for Moïse's assassination two months later.

His appointment as Justice Minister augurs that Ethéart may soon be freed from jail. If Kiko and Martelly were indeed involved in Moïse's assassination (as PM Henry has also been accused), then it is also likely that the investigation into Moïse's killing will continue to be buried and delayed, further frustrating the calls for "Justice for Jovenel Moïse."

The SDP members are in heaven after their marriage to the PHTK. In a press conference on Tue., Nov. 30, 2021, they made that clear.

According to André Michel, the SDP team currently leads 5 to 0. He was referring to the five achievements carried out by the Ariel Henry government in the name of the Sep. 11, 2021 Musseau agreement, such as: the dismissal of the Justice Minister Rockefeller Vincent and Government Prosecutor Bedford Claude, the change of the national police chief, the reshuffling of the government led by Dr. Ariel Henry, and the release of several personalities and political activists including former deputy Arnel Bélizaire. However, Belizaire refuses to identify his release as the result of any agreement at this time.



Ex-convict Berto Dorcé is Haiti's new Justice Minister. Will his appointment lead to the release of Woodly "Sonson La Familia" Ethéart, a notorious jailed criminal who is his former client?

Long before his arrest in November 2019, Bélizaire in an interview with Radio Caraïbes on Nov. 21, 2018 had called André Michel "a malicious man" and asserted that "the fight to oust President Jovenel Moise from power will get the country nowhere."

"You know how to read, you know that the system change of which you speak is not in our direction," Bélizaire reproached André Michel.

While lawyer André Michel put the release of the former deputy for Delmas as part of the Sep. 11 agreement, it is not very clear why Bélizaire then dismissed him from his defense team on Oct. 11, 2021. "At this stage of the case, I have decided to continue with lawyers who have not signed any political agreement and who will be able to agree to define a good defense plan before the Appeals Court," Bélizaire said.

GUADELOUPE : LA



Nous sommes pour la liberté de chacun d'accepter ou non l'essai clinique à base d'ARN ou le vecteur viral.

Par Philippe BELAIR

« Celui qui aime tuer doit aimer mourir ! » Proverbe créole. Depuis le mois de janvier 2020, au moment même où les chinois avertissaient le monde de la dangerosité du virus du COVID, le gouvernement était encore « rassuriste » au point de qualifier la pandémie de simple grippette. Depuis, sont passés des mois d'erreurs et de décisions incohérentes aboutissant à des scandales et à la mise en danger permanente des citoyens et des soignants. Les rares scientifiques ou intellectuels qui ont eu la lucidité de s'interroger, voire de critiquer, ont connu le bannissement social.

La dernière trouvaille magique de nos apprentis sorciers dirigeants est l'essai clinique à base d'ARN messager ou à vecteur viral – nouvelles biotechnologies ultra rentables financièrement mais nous plongeant dans l'inconnu sanitaire - que l'on nous a présenté comme étant la solution ultime à plus de 90% dès le début, puis à moins de 50% jusqu'à advenir juste une « protection des formes graves » et finalement mutant en obligation absolue pour les soignants et, de manière à peine voilée, habilement « conseillé » à tout un chacun.

Le problème est que, voulant aller trop vite pour imposer cette « nouvelle technologie vaccinale », les autorités de tous les pays occidentaux ont commis l'erreur d'interdire à la médecine de faire ce qu'elle sait faire depuis toujours, soigner. Nous faisons face à une véritable gestion idéologique tant sur le choix économique de la réponse thérapeutique que sur le choix des contraintes de mise en place pour faire passer la pilule. En Guadeloupe, la situation est bien plus complexe et noble que ne laisse entrevoir le mépris néocolonialiste au travers des propos qui nous qualifient de vodouïsants ou d'alcooliques pour expliquer notre rétivité. La situation est complexe parce que les événements sont multifactoriels, et noble parce que nous avons à faire à une population dans une rectitude qui surprend même les plus révolutionnaires. Nous avons connu bien plus par le passé et nous nous en sommes toujours sortis. L'effet sidération terminé, l'ile a repris goût à la vie contre les pulsions de mort covidiennes nonobstant toutes les tentatives officielles de lui maintenir la tête sous l'eau.

Depuis le 17 juillet, et chaque samedi, des organisations syndicales – politiques et associatives diverses ont pris le pari de marcher dans les quatre coins de l'ile et de s'expliquer face à la population, seul moyen massif pour contrebalancer la propagande et les mensonges officiels. D'ailleurs, tous les tenants de la parole officielle n'en reviennent toujours pas de cette extraordinaire réussite qui déconstruit leurs puissants moyens : les sondages tordus, les publicités "vaccinales" et les attaques médiatiques hors normes. C'est tout un système propagandiste qui est mis en échec, c'est la raison pour laquelle les mensonges de bas étage fusent désormais, démasquant les autorités.

Ainsi, nous faut-il prendre les faits par le commencement pour bien comprendre la colère populaire et le mouvement social en Guadeloupe. Notre économie est fondée sur les mêmes modalités coloniales et post-esclavagistes depuis 1848, ce qui induit un fonctionnement social qui respecte les mêmes lois d'antan en termes, non seulement de classes, mais aussi de races en dépit des tentatives libérales et néo-gauchistes à faire croire qu'il suffit de supprimer les termes de l'ancien pour qu'apparaissent le nouveau.

Le décor étant planté, il faut rappeler les luttes et autres tentatives du passé qui ont été menés, successivement, par le marronnage, la résistance solidaire et hermétique des sociétés noires, le « socialisme noir » mené par Hégésippe Légitimus (1868-1944), arrière-grand-père du comédien connu, la dissidence plurielle qui rejoignit les forces françaises libres (FFL) pour libérer la France des Nazis, le mouvement communiste, le mouvement autonomiste, le mouvement indépendantiste et, bien-entendu, le mouvement syndical divers qui commença avec la « fraternité ouvrière ».Tous ces mouvements et actions collectives conditionnent le comportement rebelle, tant sur le point collectif qu'individuel, de la Guadeloupe. Ce n'est pas un roman national mais un constat sociologique qui doit conduire à ne pas considérer la Guadeloupe comme un enfant râleur mais comme une terre de résistance à l'injustice, d'ailleurs le terme créole – Pwofitasyon – est la traduction par excellence de cet état de fait. Ce terme exprime ce qu'il y a de plus détestable dans l'imaginaire locale : l'abus du plus fort sur le plus petit.

Élie DOMOTA du LKP demande la poursuite du mouvement de grève

A ce propos, le mouvement populaire de 2009, lancé presque dans les mêmes conditions, s'était donné pour but de mettre un terme à la pwofitation du système néocolonial qui perdurait à l'encontre de l'intérêt général de l'ile. Ce mouvement a été très long, 44 jours, et a abouti à un accord avec une liste très longue de points sociaux à régler urgemment, préliminaire à un vrai plan de développement du territoire. Mais c'était trop beau pour être vrai, chasser le naturel et il revient au galop puisque les responsables politiques locaux et nationaux n'ont jamais respecté l'essence même de cet accord. Le déni de la parole donnée et de la signature apposée fera germer une frustration légitime, surtout dans la tête des enfants de ceux qui ont milité et marché... Beaucoup de ces enfants sont sur les barrages.

Les derniers évènements qui ont focalisé la colère collective sont la vie chère (mouvement de 2009), le scandale de l'eau potable inaccessible (toujours d'actualité), le scandale sanitaire du chloredécone (toujours d'actualité mais qui risque de bénéficier d'un non-lieu judiciaire), le scandale du manque de moyens sanitaires et des restructurations hospitalières sur un archipel à multirisques, et enfin la gestion hasardeuse et mortifère de la pandémie du COVID. Ceux qui ont réduit cette colère à un état d'esprit magico-religieux ont fait montre d'une inculture et d'un mépris de classe-race équivalents à la fameuse réplique de Marie-Antoinette.

En 1851, un médecin étasunien a cru bon de qualifier de « Drapétomanie » l'envie de liberté des Noirs mis en servilité. Pour le Dr Samuel Cartwright – aliéniste convaincu – « la folie de l'esclave qui s'enfuit », définition du terme, était la seule explication des comportements rebelle des Noirs de l'époque. En psychiatrisant un fait naturel et humain, ce médecin faisait déjà le lit de ceux qui utilisent la science comme champ de bataille utilitaire. De nos jours, c'est la « folie des citoyens refusant la vaccination ARNm », sous le concept fourre-tout de « complotiste », qui est pointée du doigt par des individus de même stature cachant leur opportunisme ou leurs liens d'intérêts derrière la science et la médecine.

Peu nous en chaut ! La Guadeloupe n'a jamais attendu d'être notée par l'extérieur pour penser, parler et agir n'en déplaise à ses propres enfants qui vont brailler sur les médias nationaux pour tenter de cacher leurs indignités en discréditant leurs compatriotes. C'est ainsi que nous avons pu assister à un incroyable déballage d'un sénateur Guadeloupéen du Parti Socialiste, oubliant de préciser avant toutes choses que son parti avait été financé par l'un des laboratoires ayant intérêt à la vaccination obligatoire.

Le refus de la vaccination obligatoire et du passe sanitaire, par la très grande majorité de la population Guadeloupéenne, n'est pas donc pas un ultime « caca nerveux » d'enfants gâtés mais un positionnement réfléchi et rationnel qui surprend l'ingénierie sociale systémique. Ce qui surprend le système c'est l'autodétermination sanitaire de cette population qui regarde, amusée mais vigilante, passer les mensonges et les erreurs du gouvernement. Les autorités ont pris du temps à comprendre ce phénomène et ont perdu, désormais, leur sang-froid localement mais aussi leur rationalité, si tant est ils en ont jamais eu, sur le plan national.

Il faut, maintenant, faire un petit rappel de près de deux années de gestion idéologique de cette pandémie :

- Ils se sont moqués des avertissements des chinois au début du COVID, dès le mois de Décembre 2019 et tout le mois de janvier 2020, en minimisant le virus, traitant de « grippette » le COVID et de « complotistes » les rares personnes sensées qui craignaient le pire, dont les organisations syndicales et les soignants sur le terrain.

- Ils ont interdit toutes initiatives des médecins de ville voire hospitaliers – avec le renfort de l'Ordre des Médecins – alors qu'il fallait dépister et traiter en amont. Aujourd'hui, ils vont jusqu'à interdire d'excellents médecins d'exercer s'ils n'acceptent pas l'injection ARN (14% des médecins de l'ile en dépit du manque cruel de médecins).

- Ils ont obligé les soignants, accompagnants médicosociaux et aides à domicile à prendre des risques inconsidérés dans les vagues précédentes, sans moyens, sans protections, combien ont été contaminés et ont transmis ou sont morts ? Aujourd'hui ils les suspendent quoiqu'il en coûte aux travailleurs, aux familles et à la société. Pourtant, l'injection ARN n'empêche pas la transmission du virus, même si les professionnels l'acceptent cela ne protégera en rien les patients, contredisant l'argument officiel.

- Ils ont triché en présentant, dans un journal scientifique de renommée internationale, un faux en écriture sur le traitement proposé par un éminent virologue de renommée internationale. Aujourd'hui, tous les pays qualifiés de "sous-développés" – et même la Chine – utilisent des molécules repositionnées et gagnent la bataille contre la pandémie. Dans les pays de la Caraïbe et d'Amérique centrale, un simple kit de molécules repositionnées est distribué aux patients positifs... Le résultat est que la Guadeloupe paye le plus lourd tribut de la région, largement devant Haïti malgré le dernier tremblement de terre.

- Ils ont imposé un dangereux médicament (le Remdésivir), 500 000 doses à 2300 $ c'est-à-dire des milliards pour un de leurs financeurs électoraux (GILEAD), qui a dû être retiré en vitesse, après avoir tué nombre de patients.

- Ils ont continué à fermer des lits en pleine crise sanitaire, c'est-à-dire 5 700 lits sur toute la France rien qu'en 2020, les réformes néolibérales doivent continuer à leurs yeux.

Aujourd'hui, ils s'amusent à offrir des séjours "all inclusive" à des soignants de l'hexagone pour "remplacer" des soignants du pays suspendus... 3500 € pour une I.D.E. débutant, contre toute logique statutaire.

- Ils ont menti en affirmant que la « vaccination ARN » ne pouvait être obligatoire et que le laissez-passer ne pouvait interférer avec la vie sociale. Aujourd'hui, l'étau se resserre sur tout le monde pour imposer un contrôle des citoyens digne de la dictature de Pinochet au Chili.

- Ils font pression sur les plus faibles pour augmenter leurs statistiques vaccinales, bafouant tout principe. Ainsi, affirment-ils sans sourcilier que 85% des soignants seraient « vaccinés ». Pourquoi alors faire appel à des soignants extérieurs et imposer, contre la réglementation, des plannings en 12 heures ?

- Ils ne respectent même pas leur signature apposée sur des traités et conventions internationaux, quand on sait que le Conseil de l'Europe et l'OMS ont refusé l'obligation vaccinale.



- Ils mentent en se référant aux vaccins obligatoires existants mais qui ne sont pas à l'ARN et qui ont eu besoin de 15 à 20 ans de recul avant cette obligation.

- Face aux réserves exprimées par les sceptiques à l'inclusion dans un essai clinique de phase III à grande échelle, ils ont martelé sur les ondes que les essais étaient terminés et que le "vaccin", dans le cas contraire n'aurait pas obtenu d'AMM, misant ainsi sur la crédulité des personnes ayant le respect des discours officiels, en veillant à omettre de préciser qu'il s'agissait d'une AMM conditionnelle délivrée en l'absence d'autres thérapeutiques sûres.

- Ils mentent en affirmant que l'injection ARN (qui ne répond pas à la définition du vaccin conventionnel et qui fait appel à la thérapie génique) est la seule porte de sortie.

- Ils ont bafoué les règles du consentement éclairé en faisant abstraction de certaines informations concernant liées aux protocoles d'essais cliniques, notamment sur la notion d'essais en double-aveugle incluant la présence de placébo.

- Ils parlent déjà d'une troisième dose voire plus pour ceux qui l'ont déjà pris, ce qui démontre l'inefficacité de ce produit qui coûte très cher à la dépense publique pour peu d'effet.

- Des vaccins conventionnels existent déjà ou sont en passe de l'être (Cubains, Chinois, Russes, indiens et même Européens), mais ils refusent de les homologuer alors que c'est la solution la plus efficace et la moins coûteuse. Ils préfèrent mener

DOSE DE TROP… !

une guerre économique pour imposer la thérapie génique comme "avancée technologique" sur la Chine, notamment, qui a fait le choix de vaccins conventionnels. C'est donc une gestion idéologique au profit de l'argent pour un petit nombre et non de la santé pour tous.

- Il est désormais et scientifiquement reconnu que l'injection ARN n'est pas efficace comme attendu, que l'immunité collective est un leurre et que l'immunité naturelle de ceux qui ont eu le COVID est de loin bien meilleure que celle acquise par injection ARN. Pourtant, même ceux qui ont eu le Covid devraient avoir une dose d'ARN, où est la science dans cette terrible absurdité ?

- Sur le plan international, des constats scientifiques sérieux ont contraint des gouvernements à revoir leur politique de "vaccination" à base d'ARN. Le Royaume-Uni a même financé un vrai vaccin français (Valnéva) et libérer la population des mesures contraignantes.

- Pour nous convaincre, ils affirment qu'il y a 5 milliards d'individus vaccinés, mais oublient sciemment de préciser que dans le lot, il y a 2 milliards de Chinois et 2 autres milliards d'autres pays qui ont fait le choix de vaccins classiques ou à vecteur virale (avec adénovirus humain, bien loin d'Astrazeneca qui utilise un adénovirus de chimpanzé) : Cuba – Russie – une partie de l'Inde – Iran – Plusieurs iles de la Caraïbe – Plusieurs pays d'Europe, d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et autres... Bien entendu, ces chiffres concernent en grande partie les premières injections !

- Contrairement à leurs affirmations, il n'y a aucun consensus scientifique sur ces produits ARN, il y a même un dissensus grandissant sur le plan international. La science et la médecine ont été utilisées plus à des fins financières qu'à des fins sanitaires.

- La Guadeloupe a perdu entre 400 et 800 de ses enfants, non pas parce qu'ils n'étaient pas « vaccinés » mais par manque de moyens sanitaires que nous dénonçons depuis tantôt, par manque de soins précoces, par manque d'anticipation de l'ARS et surtout par la volonté farouche de ce gouvernement de nous punir d'être méfiants envers l'ARN. Parmi ces morts, la majorité avait des comorbidités sévères et beaucoup avaient pris l'injection ARN, selon les croisements d'informations que nous avons en notre possession et contrairement aux affirmations officielles. Des soignants de l'hexagone, venus en "renfort", ont témoigné de sélection à la vie et de maltraitance sanitaire.

- Ils tentent d'opposer ceux qui ont fait le choix de prendre l'ARN à ceux qui refusent, cela prouve qu'ils ne sont pas confiants mais nous avons réussi à ne pas tomber dans leur piège en divisant nos familles et nos amitiés sur un choix strictement personnel. Il est vrai qu'une part infime et opportuniste-hédoniste de la Guadeloupe, très active aux côtés du discours officiel, a tenté de nous y ramener sans succès.

- Nul ne connait les conséquences à moyens et/ou à long terme de cette expérience génique à grande échelle... "Science sans conscience n'est que ruine de l'âme !".

- Ils n'ont tiré aucune leçon de leurs erreurs, bien au contraire ! Ils continuent et ont décidé de reconduire l'entrée en masse du virus, comme en juin et juillet, en ouvrant grande la saison touristique aux "vaccinés" alors que l'on sait que ces derniers peuvent contracter, véhiculer, transmettre ce virus et même en tomber malade. Ce n'est donc pas un hasard si la population s'est mobilisée au début de la saison touristique. Ceux qui y voient un « suicide économique » sont incapables de comprendre la douleur qui a été la nôtre aux mois de juillet et août face à l'importation du virus.

- Pour passer en force, ils n'ont que le mépris et le peloton d'exécution médiatique contre nous. Il fallait entendre les bien-pensants nous traiter de vodouisants, d'alcooliques. Mais malgré tout, nous sommes à la verticale et ils en deviennent fous de colère.

- Nos politiciens sont d'une inanité lamentable, se cachant soidisant derrière l'avis de "scientifiques" qui nous font tourner en rond depuis près de deux années. Leur faut-il être plombier pour différencier un bidet d'une cuvette de W.C. ?

- Aujourd'hui, nous ferions pire en une semaine de barrages qu'eux en près de deux ans de désintégration sociale. Ils se focalisent sur des incidents sur les barrages pour « dénoncer » notre irresponsabilité… Du culot au kilo !

Dès le début de la pandémie, ce sont les organisations syndicales, d'abord dispersées puis unitaires, qui ont pris la charge du combat contre toutes les dérives et toutes leurs analyses et avertissements ont été confirmés par les faits. Le problème fondamental est la technocratie au pouvoir, on constate bien que l'engagement des syndicats insupporte de manière terrifiante les technocrates malgré l'évidence, d'autant que ce que nous disions se vérifient et arrivent à percer la propagande officielle jusqu'à mobiliser la grande majorité de la population.

Ce n'est pas, en soit, une spécificité Guadeloupéenne que des technocrates vouent une méfiance, voire une haine, envers les syndicalistes et singulièrement ceux qui jouent leur rôle de défenseurs des masses laborieuses.

Il faut se rappeler de l'extraordinaire création institutionnelle qu'est la sécurité sociale, un Etat dans l'Etat pensé par des syndicalistes ouvriers qui étaient motivés par leur seule volonté d'émanciper leurs pairs de leurs problématiques sanitaires. Cette institution, toujours malmenée par l'élite politique et financière mais encore debout, est désormais en grand danger si l'abonnement à la « Box-Vax » reste inscrit dans l'esprit des citoyens.

Depuis fort longtemps, les organisations syndicales n'ont eu de cesse de dénoncer la marche forcée vers la falaise. Ce sont les réformes, prétendument nécessaires, et la « prise d'otage » technocratique des services qui relevaient de l'engagement associatif (social et médicosocial) ou du service public (hôpitaux) qui nous ont conduits à l'impasse d'aujourd'hui. Une véritable crise systémique, au profit du capitalisme sauvage qui se présente sous le doux nom de « néolibéralisme », générée par la cupidité et l'avidité de politiciens et de hauts fonctionnaires plus ou moins corrompus.

Les pseudos décentralisations locales, dans un premier temps, suivis des recentralisations déguisées au niveau de l'Union Européenne via le démantèlement progressif des services déconcentrés, dans un deuxième temps, en sont les armes fatales. La création des A.R.S. en est l'exemple suprême de cette orientation malfaisante envers l'intérêt général. L'esprit D.D.A.S.S n'est plus de mise et ce sont, donc, de véritables préfectures

suite à la page(15)

De révolutionnaire à collaborateur des USA : le déclin de certains ex-sandinistes



Sergio Ramírez, le fondateur du MRS, s'exprimant au Centre Culturel Nicaraguayen-Nordaméricain , un organisme soutenu par le gouvernement américain, en 2016

Par Ben NORTON

3ème partie

Le dirigeant fondateur du MRS, Sergio Ramírez, a servi d'informateur de l'ambassade américaine pendant des décennies

La collaboration de Washington avec les dirigeants du MRS remonte jusqu'au président fondateur du parti, Sergio Ramírez Mercado, qui a en fait servi d'informateur du gouvernement américain pendant des décennies.

Ramírez avait été un membre de l'élite de l'intelligentsia nicaraguayenne sous la dictature d'Anastasio Somoza, soutenue par les États-Unis. Bien qu'il n'ait joué aucun rôle dans la lutte armée, il a soutenu la révolution sandiniste et, en guise de symbole de conciliation, a été choisi comme vice-président d'Ortega de 1985 jusqu'à la perte du pouvoir par les sandinistes en 1990. Comme de nombreux autres Nicaraguayens fortunés qui avaient rejoint le Front sandiniste par opportunisme, Ramírez a pris un virage à droite dans les années 1990. Lui et Dora María Téllez, entre autres, ont créé le MRS, une faction de droite qui s'est séparée du FSLN en 1995.

Ramírez a dirigé le parti jusqu'à ce que Téllez prenne la relève, de 1998 à 2007. Il a été le premier candidat du MRS à l'élection présidentielle de 1996, mais n'a obtenu qu'environ 1 % des voix. Bien qu'il n'ait été à la tête du MRS que pendant trois ans, le parti était si étroitement associé à Ramírez - et son importance était si notoire - que les Nicaraguayens plaisantent en disant qu'il lui a donné son nom : MRS est l'inversion de ses initiales, SRM.

Pratiquement aucun Nicaraguayen moyen de la classe ouvrière ne soutenait Ramírez et son MRS. Cependant, il avait l'oreille du gouvernement américain - et les documents internes publiés par WikiLeaks montrent qu'il a servi d'informateur du gouvernement américain depuis au moins 1978.

En janvier 2007, quelques jours seulement après le retour au pouvoir du président Ortega, Sergio Ramirez a rencontré l'ambassadeur des États-Unis, Trivelli, pour un tête-à-tête amical.

Un câble classifié du Département d'Etat intitulé "Ex-VP sandiniste Sergio Ramirez : Les actions récentes d'Ortega ne sont pas de bon augure pour le Nicaragua" montre que Ramirez a fourni à l'ambassadeur américain de précieux renseignements sur les choix du cabinet d'Ortega et sur les relations du président nouvellement élu avec l'armée et la police. *« Ramirez a fait l'éloge de l'approche du gouvernement étasunien à l'égard du président Ortega »*, peut-on lire avec satisfaction dans le document.

Le rendez-vous du leader du MRS avec l'ambassadeur visait aussi, semble-t-il, à renforcer la pression financière de Washington sur Managua. Le rapport raconte que "Ramirez a noté le rôle important des donateurs internationaux, qui doivent demander des comptes à Ortega". Il a souligné l'influence que l'aide économique de l'Union européenne au Nicaragua avait acquise au cours de la période néolibérale, et a déclaré que "l'UE et un certain nombre de pays membres devraient lier leur aide à" des revendications politiques.

Au cours de la réunion, M. Ramírez a affiché ses couleurs de droite, attaquant le gouvernement démocratiquement élu du président vénézuélien Hugo Chávez et affirmant que ce dernier était un marionnettiste secret qui "mène la barque" au Nicaragua.

Dans la même veine, Ramírez a diabolisé la Chine, l'Iran et Cuba, montrant ainsi clairement qu'il était fermement du côté des États-Unis. Le câble de l'ambassade ajoutait avec plaisir qu'avant les élections de 2006, Ramírez avait publiquement appelé les Nicaraguayens à voter pour le candidat néolibéral Eduardo Montealegre, le banquier multimillionnaire corrompu de droite. Ce n'était qu'un épisode de la longue relation entre le MRS et Montealegre.

En mai 2007, l'ambassadeur des États-Unis au Nicaragua a organisé un dîner visant à unifier l'opposition, dans le but de battre le Front sandiniste aux élections municipales de 2008. M. Trivelli a invité le banquier Montealegre, l'ancien candidat à la présidence du MRS, Edmundo Jarquín, et Sergio Ramírez, entre autres.

Un câble anciennement classifié révèle les plans de Washington pour élaborer "la recette du succès de l'opposition" : Une alliance Montealegre-Jarquin-Rizo". Le document montre que, lors du "dîner organisé par l'ambassadeur le 3 mai, Montealegre et Jarquin ont discuté de l'unité de l'opposition avec cinq éminents analystes politiques nicaraguayens et des fonctionnaires de l'ambassade".

Ramírez était l'un de ces cinq experts influents. Il a dîné aux côtés du conseiller politique et du chef de mission adjoint de l'ambassade américaine, ainsi que de personnalités des mouvements conservateur et libéral du Nicaragua. Ensemble, les leaders de l'opposition anti-sandiniste ont conspiré de manière flagrante avec le gouvernement américain, complotant des moyens d'affaiblir et finalement de renverser l'administration démocratiquement élue du président Ortega.

Lors du dîner, Jarquin, vétéran du MRS, s'est plaint aux diplomates américains qu'Ortega avait "une aversion viscérale pour les économies de marché et une aversion profondément ancrée pour les États-Unis". Un autre document de WikiLeaks datant de 2008 évoque un voyage que le directeur du bureau du département d'État américain pour les affaires d'Amérique centrale, John Feeley, a effectué au Nicaragua en mars de cette année-là. Feeley a rencontré Ramírez, qui a déclaré "soutenir la politique d'engagement général du gouvernement américain au Nicaragua." (Le câble déplore également que "les partenaires de l'USAID en matière de démocratie ont averti qu'une société civile divisée et affaiblie est incapable de monter une opposition organisée à Ortega").

Ces rencontres en 2007 et 2008 étaient loin d'être la première fois que Sergio Ramírez servait d'informateur du gouvernement américain. En octobre 1978, à la veille de la révolution sandiniste, il fournissait déjà des informations privilégiées à Washington.

Un câble du département d'État de cette année-là montre que Ramírez avait rencontré l'ambassade américaine et lui avait fourni des renseignements sur l'opposition anti-Somoza. Ramírez était "ouvert et amical", se souvient l'ambassade. Elle soulignait qu'il était plus que disposé à faire des compromis avec "des éléments plus modérés." « *Nous prévoyons de poursuivre nos contacts directs avec Ramirez* », indique le câble.

Le rôle de Ramirez en tant qu'informateur du gouvernement américain s'est effectivement poursuivi à partir de là. En août 1979, un mois seulement après le triomphe de la révolution sandiniste, Ramírez retrouve l'ambassadeur américain, Lawrence Pezzullo, et lui fournit des renseignements sur le nouveau gouvernement révolutionnaire du Nicaragua, en mettant l'accent sur ses débats internes de politique étrangère et sa stratégie d'éducation.

En novembre de la même année, le prétendu révolutionnaire a rencontré le personnel de l'ambassade et Dante Fascell, membre du Congrès de Floride. Ramírez a rassuré Washington en affirmant que le gouvernement sandiniste ne menacerait pas le secteur privé et a appelé à la relance des exportations vers les États-Unis.

Ramírez était également plus qu'heureux de jeter le mouvement de Fidel Castro sous le bus, insistant sur le fait que "le Nicaragua n'a aucune intention de devenir un nouveau Cuba, et est, en effet, un peu irrité par cette fausse accusation", a rappelé l'ambassade.

Ces documents montrent clairement que Ramírez - le président fondateur du parti MRS - n'a jamais été véritablement attaché à l'idéologie socialiste et anti-impérialiste du Front sandiniste. Au lieu de cela, il a rejoint de manière opportuniste le mouvement sandiniste lorsqu'il était ascendant ; et lorsqu'il a perdu le pouvoir, il l'a rapidement abandonné.

En septembre 2021, le Nicaragua ordonne l'arrestation de Ramírez, l'accusant de conspirer avec des gouvernements étrangers pour déstabiliser le pays. Le gouvernement américain, reconnaissant pour les renseignements qu'il lui avait fournis pendant si longtemps, a immédiatement manifesté son soutien à Ramírez, tout comme l'Espagne, l'ancien colonisateur du Nicaragua.

Ramírez n'a subi aucune conséquence pour ses décennies de collaboration avec l'ambassade américaine, étant donné qu'il vit au Costa Rica, un atout majeur des États-Unis dans la guerre hybride contre le Nicaragua. Mais le riche auteur nicaraguayen a profité des accusations portées contre lui pour devenir une figure régulière des médias occidentaux, apparaissant fréquemment sur des chaînes allant de CNN à la BBC pour diaboliser le gouvernement sandiniste du Nicaragua.

Les dirigeants du MRS font pression sur les néoconservateurs à Washington pour que les États-Unis s'ingèrent davantage au Nicaragua. Bien que le Movimiento Renovador Sandinista n'ait jamais été en mesure d'obtenir plus de quelques pour cent des voix aux élections nationales, il exerce une influence considérable dans le secteur à but non lucratif, le milieu universitaire et les médias, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Nicaragua.

Cela s'explique en grande partie par le fait que les dirigeants du MRS sont majoritairement issus de milieux riches et privilégiés et que, s'ils ne parviennent pas à entrer en contact avec les Nicaraguayens pauvres et de la classe ouvrière, ils sont plus à l'aise pour côtoyer les politiciens, les groupes de réflexion, les décideurs et les experts des médias du Nord.

De nombreux dirigeants du MRS dirigent des ONG et des médias financés par le gouvernement américain, via le National Endowment for Democracy (NED) et/ou USAID. Une étude de cas de ces dirigeants du MRS qui sont cultivés par les institutions occidentales d'élite et transformés en fidèles fantassins néolibéraux est Ana Margarita Vijil Gurdian, qui a été présidente du MRS de 2012 à 2017.

Vijil, qui est la compagne sentimentale de longue date de Dora María Téllez, a bénéficié d'une vie de luxe dans la jet-set, alors que la grande majorité des Nicaraguayens gagnent très peu d'argent et ne pourraient jamais se permettre de prendre l'avion en dehors du pays.

Après avoir obtenu son diplôme de l'université privée la plus prestigieuse du Nicaragua, l'Universidad Centroamericana (UCA), Vijil s'est installée aux Pays-Bas, où elle a travaillé à La Haye, au sein de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), notoirement corrompue, dont de nombreux lanceurs d'alerte ont révélé qu'elle était essentiellement un outil utilisé par les gouvernements occidentaux pour attaquer des pays indépendants comme la Syrie.

Vijil a ensuite obtenu une bourse Fulbright du département d'État américain, qu'elle a utilisée pour obtenir une maîtrise en sciences politiques en Arizona. Après avoir terminé ses études financées par le gouvernement américain aux États-Unis, Vijil est retournée au Nicaragua pour tenter d'entrer en politique en tant que militante antisandiniste acharnée. Elle a rapidement gravi les échelons jusqu'à devenir présidente du MRS, poste autrefois occupé par son mentor et compagne sentimentale Téllez.

En sa qualité de présidente du MRS, en 2016, Vijil est retournée aux États-Unis pour faire pression en faveur du soutien de Washington au changement de régime au Nicaragua. Là, Vigil a rencontré la députée néoconservatrice de Floride Ileana Ros-Lehtinen, l'ancienne représentante des éléments de droite dure anti-Cuba et anti-Venezuela à Miami.

L'activiste nicaraguayenne de droite Violeta Granera, conservatrice invétérée et ancienne fonctionnaire de la Banque mondiale, issue d'une famille puissante qui a fortement soutenu la dictature d'Anastasio Somoza, s'est jointe à Vigil lors de la réunion avec Ros-Lehtinen. Granera est un défenseur acharné du chef de la droite dure de l'Organisation des États américains (OEA), Luis Almagro, qui a supervisé un coup d'État militaire contre le gouvernement socialiste démocratiquement élu de Bolivie en 2019, dirigé par des extrémistes fascistes.

En juin 2021, le gouvernement nicaraguayen a placé en détention Téllez, Vigil et Granera, tous accusés de conspirer avec des gouvernements étrangers pour déstabiliser le pays.

Alors que les arrestations des dirigeants du MRS et d'autres éminents putschistes ont été condamnées avec véhémence par les gouvernements occidentaux et les médias corporatifs étrangers, de nombreux Nicaraguayens qui ont survécu à la tentative de putsch sanglante de 2018 que ces dirigeants de l'opposition ont orchestrée ont en fait été soulagés.

Les membres des familles et les amis des victimes du coup d'État, dont les proches ont été pris pour cible, torturés, voire tués par les putschistes soutenus par les États-Unis, ont tenu les détenus pour responsables. Un agent de sécurité de la mairie de la ville de Masaya, Reynaldo Urbina Cuadra, a été enlevé et brutalement torturé par des extrémistes antisandinistes lors de la tentative de coup d'État de 2018 parrainée par les États-Unis. Il a été si gravement blessé qu'il a failli mourir, et a perdu son bras gauche.



Reynaldo Urbina Cuadra, un agent de sécurité de la mairie de Masaya qui a été torturé par des extrémistes lors de la tentative de coup d'État de 2018 soutenue par les États-Unis, ce qui lui a fait perdre son bras gauche

Urbina a déposé une plainte officielle auprès de l'État, accusant Miguel Mora, un soi disant spécialiste des médias, radicalement d'extrême droite, travaillant au média 100% Noticias, financé par le gouvernement américain, de porter la responsabilité de l'incitation à la violence contre lui et ses collègues au bureau du maire.

Mora a été placé en détention par le gouvernement nicaraguayen en juin 2021, dans un geste largement dénoncé par les capitales occidentales. Reynaldo Urbina Cuadra, un agent de sécurité de la mairie de Masaya qui a été torturé par des extrémistes lors de la tentative de coup d'État de 2018 soutenue par les États-Unis, ce qui lui a fait perdre son bras gauche

Dans une interview accordée à The Grayzone, Urbina a félicité le gouvernement nicaraguayen pour l'arrestation de Mora. "C'est le début de la justice", a-t-il déclaré. « *Mais rien ne peut ramener ce que ces terroristes m'ont pris* ».

Les commentaires d'Urbina sur l'arrestation par le gouvernement

suite à la page(16)

Cuba rend hommage à Fidel Castro cinq ans après sa mort

La mémoire du leader révolutionnaire a commencé par une cérémonie émouvante à l'Université de La Havane

Le gouvernement cubain a rendu ce jeudi divers hommages à l'ancien président et leader révolutionnaire Fidel Castro pour commémorer le cinquième anniversaire de sa mort, avec une cérémonie sur les marches de l'Université de La Havane et l'inauguration d'un centre pour préserver l'œuvre et la pensée du plus grand commandant de la Révolution cubaine. De nombreux dirigeants cubains et les principales institutions de l'île, dont la presse officielle, se sont souvenus de son travail et sont apparus sur les réseaux sociaux avec des slogans tels que #Fidelvive et #FidelPorSiempre.

« Fidel est irremplaçable et le peuple continuera son œuvre »

Le président cubain, Miguel Diaz Canel, a publié plusieurs messages sur son compte Twitter dans lesquels il faisait référence à son héritage et à la marque que lui a laissée la personne qui a dirigé le pays pendant près d'un demi-siècle. «Hier, ils m'ont demandé quand j'ai rencontré #Fidel. Et j'ai répondu que « d'aussi loin que je me souvienne. De nombreuses années plus tard, il était mon patron, mais depuis que je suis enfant, je le connais et je l'aime". Maintenant, j'essaie de suivre leurs traces. Avec moi ça va. #FidelPorSiempre #CubaVive.

Il se souvenait aussi de lui en tant que président. « Dans le bureau de Fidel au Palais de la Révolution, tout est comme il l'a laissé lors de son dernier jour là-bas. J'essaie de l'imaginer au milieu des batailles difficiles de tant d'années difficiles. Ça m'inspire, ça m'excite. Et je continue de me battre. « Enfin, Díaz Canel a fait allusion à une citation de son frère et également ancien président, Raúl Castro : « *Fidel est Fidel, nous le savons tous bien, Fidel est irremplaçable et les gens continueront son travail quand il ne sera plus physiquement présent. Même si ses idées le seront toujours, qui ont permis d'élever le bastion de dignité et de justice que représente notre pays* »

Pour sa part, le ministre des Affaires étrangères de Cuba, Bruno Rodriguez, a recueilli sur son profil Twitter quelques mots de Castro avec une apparente référence à l'actualité politique du pays : « *La Révolution est l'œuvre de la volonté de la majorité absolue du peuple cubain et elle est pratiquement impossible de s'y opposer* ». Rodríguez a ajouté que sa « loyauté » envers la révolution cubaine est « inébranlable », comme « l'exemple » et la « dignité » de Fidel.

« Fidel pour toujours »

Ce jeudi, différents événements étaient prévus à Cuba pour commémorer la mort de l'ancien dirigeant, parmi lesquels l'inauguration du centre Fidel Castro, un centre d'État pour l'étude et la diffusion de sa pensée et de son travail. Les actes commémoratifs ont été effectués depuis mercredi soir, lorsque, sur les marches de l'Université de La Havane, et dirigés par Díaz Canel, des centaines d'étudiants se sont rassemblés sous une pluie battante pour se souvenir en musique, danse et paroles du « Commandant ». « *Il a plu hier soir, comme il a plu ce 30 septembre 1996 à Santa Clara. Avec une seule annonce à la radio, la Plaza del Che était remplie d'entendre Fidel.*

L'émotion de mon peuple me passionne toujours. Fidel pour toujours. Cuba Lives », a-t-il rappelé ce jeudi Diaz Canel. Ce 30 septembre, Castro, promu par Díaz Canel, a organisé un événement massif en quelques heures sur la Plaza de la Revolución Ernesto Guevara, un fait que le président actuel a comparé à la participation à la commémoration qui a duré jusqu'à jeudi matin.



Hommage à Fidel Castro le 25 novembre à l'occasion du 5ème anniversaire de sa mort

Au cours de la cérémonie, des chansons telles que « Unicornio azul », de l'auteur-compositeur-interprète Silvio Rodríguez, aux voix du Chœur national, ou « Je te donne une autre chanson », de Nelson Valdés, ont été entendues. « El gigante », un poème de Humberto Arenal, a également été lu, et la compagnie Danza Contemporánea de Cuba a participé. Des moments d'émotion ont été vécus lors d'une soirée qui s'est clôturée par la chanson « Cabalgando con Fidel » scandée par une foule sous la pluie.

Les « mouchoirs rouges », de jeunes responsables gouvernementaux regroupés dans le projet Our America, Ils ont appelé à une marche jeudi après-midi en l'honneur de Fidel Castro. La mobilisation avait prévu de quitter le Parc Quijote pour se rendre au Malecón, le même voyage que le chef de l'opposition Yunior García a tenté de faire le 14, vêtue de blanc et d'une rose. Cette manifestation solitaire a été empêchée par la police qui a encerclé sa maison avant qu'il ne puisse partir.

Les foulards rouges demandaient de porter ce vêtement qui les identifie, sur des chemises blanches et une fleur. Ils ont promis de lancer à l'eau une réplique du yacht Granma, qui a amené Castro et ses partisans à Cuba en 1956. L'œuvre a été réalisée par l'artiste Alexis Leyva, plus connu sur l'île sous le nom de « Kacho ».

Chef de la Révolution cubaine

Né en 1926, Fidel Castro a mené la révolution contre la dictature de Fulgencio Batista, qui a triomphé en 1959 pour établir un gouvernement socialiste qui perdure encore sous la présidence de Díaz Canel. La même année, Cuba a nationalisé le commerce et l'industrie privés et a exproprié des terres et des entreprises appartenant aux États-Unis. Quelques années plus tard, la Révolution cubaine a étendu les services de santé et éliminé l'analphabétisme dans le pays.

Le 3 janvier 1961, les États-Unis et Cuba ont rompu les relations diplomatiques après quoi le président John F. Kennedy a tenté de renverser Castro en envahissant la baie des Cochons, une incursion qui a été vaincue par les troupes cubaines et qui a ensuite provoqué la crise des missiles, fournie par l'ex-Union soviétique. En représailles, Kennedy a imposé un blocus commercial sur l'île des Caraïbes en 1962 qui dure jusqu'à aujourd'hui, et qu'est-ce que c'était condamné à plusieurs reprises par l'Assemblée générale de l'ONU.

Après être tombé malade en 2006, Fidel Castro a cédé le pouvoir à son frère Raúl, aujourd'hui âgé de 90 ans, et est décédé le 25 novembre 2016. Un mois après sa mort, le Parlement cubain a approuvé la loi 123, qui interdit l'utilisation de son nom « *de nommer des établissements, places, parcs, avenues, rues et autres lieux publics, ainsi que tout type de décoration, de reconnaissance ou de titre honorifique* ». Comme le voulait Fidel, Cuba n'a pas de statues, pas de rues ou de parcs en son honneur, bien que son image soit présente dans le pays de multiples façons.

Syrd 26 novembre 2021

Haïti : Le chef de bande et partisan d'Aristide « Dread Wilmé » a été tué



Emmanuel Wilmé alias " Dread Wilmé"

Vaste opération de la Police nationale et de la mission onusienne à Port-au-Prince

Le chef de bande numéro un d'Haïti et farouche partisan de l'ancien dictateur Jean-Bertrand Aristide, Emmanuel Wilmé alias "Dread Wilmé", 29 ans, a été tué dans des affrontements avec les forces de sécurité mercredi matin à Cité Soleil (nord de la capitale). L'information a été confirmée par des membres de son groupe armé, visiblement en état de choc. Ils ont récupéré le corps de leur chef et annoncé ses funérailles pour samedi, tout en renouvelant leur détermination à "se sacrifier pour obtenir le retour d'Aristide". Mais, par la suite, le cadavre allait être abandonné, à même le sol, près d'une église de Cité Soleil.

L'ex-maire adjoint de Delmas (est de Port-au-Prince), Ernst Erilus, a déclaré sur les ondes de radio Kiskeya que "Dread Wilmé", l'homme le plus recherché du pays, blessé par balles il y a quelques jours, a été abattu de deux balles, l'une à la tête et l'autre à l'abdomen. Il affirme avoir constaté lui-même le décès. Un nombre indéterminé des proches du chef de gang ont été également tués ou blessés, lors d'une opération de grande envergure menée par les forces coalisées de la Police nationale d'Haïti et de la mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH), dans le quartier de Bois Neuf, à Cité Soleil, bastion du noyau dur des partisans armés de l'ancien Président. La maison de Wilmé aurait été totalement écrabouillée par un déluge de feu.

En milieu de journée, aucune source officielle n'avait encore reconnu la mort de "Dread Wilmé".

L'offensive conjointe PNH/MINUSTAH se poursuivait mercredi à la mi-journée dans plusieurs quartiers à hauts risques de la capitale haïtienne qui étaient survolés par des hélicoptères onusiens. Plusieurs centaines de soldats et policiers, appuyés par des blindés légers, étaient mobilisés dans le cadre de cette opération. Des fouilles de véhicules étaient également signalées.

En raison de l'activité criminelle des gangs, pour la plupart favorables à Aristide, Cité Soleil, le plus grand bidonville de Port-au-Prince, connaît depuis plusieurs années une violence à l'état endémique avec d'énormes conséquences, ces derniers mois, sur la vie à Port-au-Prince. La situation sécuritaire est extrêmement volatile à moins de 100 jours des élections prévues à la fin de l'année. Les enlèvements, assassinats et raids des groupes armés installés dans les quartiers populaires n'ont cessé de se multiplier, malgré la présence d'une force de paix internationale de plus de 7.000 hommes.

Avec la mort de "Dread Wilmé", devenu un véritable seigneur de la guerre en Haïti, disparaît le plus puissant symbole de la lutte armée pro-Aristide, qui a transformé les quartiers populaires de Port-au-Prince en des camps retranchés depuis le lancement, le 30 septembre 2004, de "l'opération Bagdad", une campagne de terreur sans précédent qui a fait, à ce jour, plusieurs centaines de morts et provoqué une grave hémorragie sociale.

Source: Radio Kiskeya
6 Juillet 2005

Une brève histoire de meurtre d'enfants

Par: Gideon LEVY

Nous avons d'abord eu honte, puis nous avons été choqués, et nous avons même enquêté. Puis nous avons nié et menti. Ensuite, nous l'avons ignoré et refoulé, nous avons baillé et nous nous sommes désintéressés. La phase actuelle est la pire de toutes : Nous avons commencé à faire l'éloge des tueurs d'enfants. C'est dire jusqu'où nous sommes descendus.



Le journal israélien Haaretz publie des photos de 67 enfants palestiniens tués par Israël lors de la dernière guerre contre Gaza. Plus de 2 000 enfants en 20 ans – 100 enfants, trois classes par an.



Un Palestinien porte le corps d'un enfant mort lors du bombardement par Israël de l'école de l'ONU à Beit Hanoun jeudi. PHOTO MAHMUD HAMS, AGENCE FRANCE-PRESSE



Il y a vingt et un ans, le 30 septembre 2000, Muhammad al-Durrah, 12 ans, originaire de Gaza, a été tué par des tirs ciblés israéliens alors que son père luttait pour le protéger des balles. DR

Le premier enfant dont je me souviens n'avait même pas un jour. Sa mère, Faiza Abu Dahuk, l'a mis au monde à un poste de contrôle. Les soldats l'ont repoussée de là et de deux autres postes de contrôle, jusqu'à ce qu'elle doive le porter, tout au long d'une nuit froide et pluvieuse. Lorsqu'elle est arrivée à l'hôpital, il était déjà mort.

L'affaire a été évoquée lors d'une réunion du gouvernement. Un officier a été démis de ses fonctions et une mini-tempête s'en est suivie. C'était en avril 1996, pendant l'année de l'espoir et des illusions. Quatre ans plus tard, lorsque la seconde Intifada a éclaté, des soldats ont tué Mohammed al-Dura devant les caméras et Israël était déjà passé à la phase des démentis et des mensonges : Dura n'est pas mort. Les soldats israéliens ne l'ont pas tué ; peut-être s'est-il tiré une balle, peut-être est-il encore en vie aujourd'hui.

Des vestiges de honte et de culpabilité subsistaient tant bien que mal. Après cela, il y a eu 20 ans d'indifférence et de complaisance. Des soldats et des pilotes ont tué 2 171 enfants et adolescents, et aucun de ces cas n'a choqué qui que ce soit ici, ni déclenché une véritable enquête ou conduit à un procès. Plus de 2 000 enfants en 20 ans – 100 enfants, trois classes par an. Et tous, jusqu'au dernier, ont été reconnus coupables de leur propre mort.

N'importe quel Israélien serait heureux d'expliquer qu'ils étaient des terroristes et que les soldats ou la police n'avaient d'autre choix que de les exécuter. Dans l'alternative entre la vie des enfants et la vie sacrée des soldats, nous préférons bien sûr les soldats, bien qu'il y ait presque toujours une troisième possibilité : que personne ne soit tué.

La semaine dernière, la phase suivante a été déclarée. Israël fait l'éloge des tueurs d'enfants ; ils sont les nouveaux héros. Cela n'était jamais arrivé auparavant. C'était des Palestiniens, des terroristes, mais c'était quand même des enfants. Désormais, prenez la vie d'un enfant palestinien et soyez un héros à la une du journal ou en tête du journal télévisé, avec votre photo intrépide, pixellisée. « Le héros de la vieille ville » – un agent de la police des frontières « a éliminé un terroriste et empêché une catastrophe majeure » (Yedioth Ahronoth, jeudi). Aucune mention dans le titre de l'âge du dangereux terroriste, bien sûr, mais peu importe.

« Souviens-toi bien de moi », a écrit Omar Abu Sab, 16 ans, avant de sortir avec un couteau pour poignarder un agent de la police des frontières. Un clip vidéo publié par la police le montre s'approchant de deux officiers par derrière et les attaque. Il était plus petit et plus mince qu'eux, ils auraient pu l'arrêter, ils n'avaient pas besoin de lui tirer dessus, et ils n'avaient certainement pas besoin de le tuer, comme ils ont inutilement tué des enfants avec des couteaux avant lui et après lui. Mais tirer sur un adolescent de 16 ans armé d'un couteau et en faire une grande histoire, c'est franchir une ligne rouge morale. Cela encouragera le meurtre inutile d'autres enfants, si tant est qu'un tel encouragement soit nécessaire. Le doigt léger sur la gâchette deviendra encore plus léger. Si avant cela, on craignait une enquête bidon, maintenant une médaille de bravoure est déjà en préparation.

Comment les mots tuent. Lorsque les tueurs d'enfants et d'adolescents, même s'ils sont armés d'un couteau, sont encensés par les médias et les commandants, cela encourage le prochain meurtre. Il n'y a aucun enfant armé d'un couteau que la police des frontières bien armée ne peut arrêter sans le tuer. Mais la police est trop lâche. C'est ainsi qu'ils ont tué Eyad al-Hallaq, un adolescent autiste. De vrais héros l'auraient arrêté, pas abattu. Mais pourquoi s'embêter si vous pouvez tuer et devenir un héros ? La plupart des enfants que l'armée et la police des frontières tuent n'auraient pas dû être tués. Maintenant ça vaut la peine de les tuer, les médias vous couronneront « le héros de la vieille ville ». Ce sont vos héros, ô Israël, des tueurs d'enfants et d'adolescents.

Gideon Levy
Haaretz 20 novembre 2021
LGS/Afrique-Asie
28 novembre 2021

Brésil : Lula et Boulos



Lula da Silva et Guilherme Boulos

Par Frei Betto*

J'ai vu avec une grande inquiétude les militants du PT affirmer avec véhémence qu'ils ne soutiendraient pas la candidature de Guilherme Boulos (PSOL) au gouvernement de São Paulo. La gauche n'a-t-elle rien appris de ce qui s'est passé au Brésil ces dernières années ? N'avez-vous pas appris à identifier de quel côté est, l'engagement de chacun, et l'importance de faire au moins un large front ?

Boulos a une histoire construite aux côtés des sans-abri, l'un des segments les plus exclus de ce pays, avec leur droit essentiel au logement restreint. J'ai eu plusieurs fois l'occasion d'assister à son abnégation. Il est allé vivre à la périphérie et se battre avec les personnes les plus souffrantes. C'est un leader qui a les pieds dans la boue et il fait ce qu'il prêche. La cohérence est une valeur fondamentale pour nous tous qui voulons changer la société.

Boulos était aux côtés de Lula dans les moments les plus difficiles, où beaucoup ne voulaient pas l'être, de peur de nuire à son image dans l'opinion publique. Il est descendu dans la rue pour défendre Dilma contre le coup d'État. Il était à São Bernardo, avec des milliers de sans-abri, pour lutter contre l'emprisonnement injuste de l'ancien président. Il a rendu visite à Lula à la prison de Curitiba. Lula lui-même a déjà exprimé son ad-

miration et son affection pour Boulos. Lors de l'élection du maire de São Paulo, Boulos s'est montré comme un grand leader de la nouvelle génération de politiciens progressistes critiques du néolibéralisme. Et il semble que cela ait dérangé, surtout les secteurs de la gauche qui ne se sont pas encore ouverts à de nouveaux jeunes leaders. La gauche doit avoir la capacité de se renouveler, de faire place à de nouveaux, de montrer de nouveaux visages. Et Boulos représente très bien ce renouveau.

Dans la situation actuelle et tragique dans laquelle se trouve le Brésil, il est triste de voir qu'il y a encore ceux qui s'accrochent à de petites différences et voient des ennemis là où il n'y en a pas. Ce sont les fantômes de Shakespeare. Guimarães Rosa, sur les lèvres de Riobaldo, dans "Grande Sertão, Veredas", dit que, tout au long de la vie, la personne perd la peur de vivre et de mourir, la plus grande peur est donc de "naître". Naître là-bas, c'est vivre des situations inédites, des choix à la croisée des chemins de vie, des événements qui symbolisent de nouvelles urgences porteuses d'espoir, comme la figure politique de Boulos. N'ayez pas peur de cette nouvelle direction. Je suis absolument sûr que Lula est la personne la mieux préparée pour vaincre Bolsonaro et essayer de reconstruire le pays. Et il a toujours su le faire en valorisant ses alliés.

Boulos a tout à fait le droit de lancer sa candidature au gouvernement de São Paulo, surtout après la belle campagne qu'il a menée dans la capitale, aux côtés de Luiza Erundina. Je considère même que c'est la meilleure formule : Lula pour président et Boulos pour gouverneur. Ce serait un grand signe d'ouverture au renouveau.

Si le CP prend une autre décision, c'est votre droit. Mais je crois que le moment historique exige de nous l'unité. Et s'il n'y a pas d'accord, le moins qu'on attende est le respect. Les attaques et le manque de générosité envers ceux qui ont toujours été du même côté, couplés aux soupçons de trahison, n'est pas une bonne voie, sauf pour la droite, qui applaudit l'échec de la gauche.

Au cours de ma carrière, j'ai appris à valoriser davantage l'engagement social que l'affiliation à un parti. Cette boussole me permet de rester ferme avec les valeurs que j'ai embrassées, face au rêve d'une société juste et bienveillante.

J'espère voter l'année prochaine pour Lula et Boulos. Et que les partis de gauche aient le discernement pour construire un environnement de respect et d'unité, concentrant leurs critiques sur ceux qui, en fait, sont les adversaires et les ennemis de la majorité du peuple brésilien.

*Frei Betto est conseiller auprès des mouvements sociaux et auteur de 53 livres, publiés au Brésil et à l'étranger, deux fois lauréat du Prix Jabuti (1982, avec « Batismo de Sangue », et 2005, avec « Tipicos Types »)

Résumé latino-américain, 26 novembre 2021

Suite de la page (11)

de santé mais sous le modèle étasunien, qui agissent désormais pour restructurer la politique sanitaire locale selon les critères définis par les tenants du libéralisme économique.

Ce n'est pas un hasard si l'on retrouve les mêmes, politiciens et hauts fonctionnaires (Enarques ou Polytechniciens), depuis trois décennies à la manette et, quelques fois, par osmose. L'arrivée de Macron à la présidence en est emblématique quand on connait son parcours et son non-encrage politique sur le terrain. Il y a, donc, très longtemps que la République – chose publique – est prise en otage par des intérêts privés mais toute révolte populaire est qualifiée d'antirépublicaines par ceux qui ont organisé et qui tirent profit de cette prise d'otage.

L'éloignement de la Guadeloupe du centre de décision politique, plus de 7000 km, a toujours produit des contradictions d'intérêts et des incohérences décisionnelles mais dans le cas du COVID, c'est la goutte de trop. Il faut rappeler que nous sommes balayés régulièrement par des épidémies virales, Grippe – Dengue – Zika – Chikoungounia, la peur du COVID n'a donc pas été de même nature qu'en Europe. Ce constat est identique pour quasiment tous les pays tropicaux et plus particulièrement pour l'Afrique. Notre perception relativiste mais aguerrie peut surprendre au point d'inciter certains au jugement, cependant elle nous instille un comportement d'affrontement même face à un « ennemi invisible » l'on qualifie le COVID.

L'erreur de l'ingénierie sociale, qui se cache derrière ce gouvernement et ses relais locaux, est d'insister à nier notre capacité de nous suffire de peu pour être libre, à rester unis et à résister. Nous n'avons besoin ni de cinémas, ni de restaurants, ni de cafés pour enfin nous sentir libres. Ils nous ont confiné et reconfiné, sans compter les couvre-feux, sans aboutir à leur fin. Beaucoup de tentatives de division ont été entreprises, à commencer par le clivage « provax » contre « antivax » qui a fonctionné un temps, mais le travail du collectif a mis des mots sur les interrogations légitimes et le vent a tourné. Il y a même des individus d'origine Européenne qui nous vomissent des propos injurieux, racistes et néocoloniaux sur les réseaux. Mais la force de ce mouvement est d'être très hétéroclite, ce qui rend difficile de nous conduire sur des terrains glissants.

Pourtant, les revendications n'ont jamais été aussi claires dès le départ :

- Nous ne sommes pas anti-vaccins, ce qui serait le comble pour des soignants. Nous sommes prudents sur l'essai clinique à base d'ARN que l'on qualifie de « vaccin ». Et l'actualité nous a donné raison quand on se rend compte que deux « vaccins » sur quatre homologués restent en piste mais avec une efficacité limitée à la « protection des formes graves » et à six mois de péremption que l'on qualifie d'immunité.
- Nous sommes pour qu'advienne un vaccin qui réponde à la définition connue et des essais prometteurs sont en cours.
- Nous sommes pour la liberté de chacun d'accepter ou non l'essai clinique à base d'ARN ou le vecteur viral.
- Nous sommes contre la division de la population entre vaccinés et non-vaccinés ou pro-vaccins et anti-vaccins. Nous devons respecter l'avis de chacun et ne pas tomber dans le piège de Macron : « *Diviser pour mieux régner* ». Nous devons mobiliser tout le monde sur un principe.
- Nous sommes contre le passe sanitaire qui est une attaque aux libertés publiques après les attaques aux droits sociaux.
- Nous sommes pour les précautions sanitaires, les moyens et les traitements éprouvés et moins couteux, notamment les repositionnements de molécules connues et éprouvés qui fonctionnent, contrairement aux affirmations officielles.
- Nous dénonçons l'amalgame fait avec la solidarité pour nous culpabiliser, ceux qui font cet amalgame sont les mêmes qui sont partisans des réformes qui détruisent les moyens pour les hôpitaux. Ce sont surtout les mêmes qui ne payent pas leurs impôts et leurs cotisations sociales pour financer la solidarité nationale et les hôpitaux publics.

La demande est donc très explicite, mais rien à faire, il faut faire croire que ce qui est, n'est pas et que ce qui n'est pas, est. La dernière rencontre entre des élus locaux et le gouvernement a démontré les limites du « pouvoir » des premiers et la perversion des seconds. Il en est sorti, entre autres, que le gouvernement s'engage à mettre à disposition des « vaccins » autres qu'à ARN messager... Sauf que La substitution se fera avec les deux produits, à vecteur viral, qui ont déjà posé problème dont l'Astrazénéca. Deux produits, aussi acheté à la hâte, qu'il faut apparemment liquidé coûte que coûte.

Nous constatons, malgré tout, que les autorités persistent à nous refourguer ces produits au nom de la vaccination obligatoire, soit ! Mais s'il y a vaccination obligatoire, pourquoi ces autorités n'offrent-ils pas une panoplie plus large en y incluant les vaccins conventionnels plus efficaces et moins chers ? C'est bien la première fois, depuis des années, que le choix est porté sur le plus disant alors qu'on nous rétorque toujours qu'il faille faire des économies. C'est aussi la première fois que l'on fait une obsession sur un produit peu, voire non-efficace en définitive.

Évidemment, exiger les vaccins du voisin Cubain, plus sûr et plus efficace, serait un caprice. De même, qu'exiger des traitements en amont comme dans les autres pays de la Caraïbe, serait un une marque de « sous-développement ». Bref, il ne nous appartient pas de choisir après près de deux années d'erreurs gouvernementales. Mais c'est justement le centre de la question, nous devons négocier autour d'une table et non dialoguer. Le syndicalisme ne connait que la négociation, la notion de « dialogue sociale » étant une escroquerie néolibérale.

Parce qu'ils connaissent bien cette escroquerie, les travailleurs de l'hexagone auraient tort de croire que c'est un combat circonscrit à la Guadeloupe. Si les ingrédients de la résistance sont endémiques, la cause elle-même ne l'est pas au regard du caractère international du positionnement du Gouvernement. Il y a eu trois options principales de gestion de cette pandémie en fonction des pays, certains ont eu les moyens de la gérer comme on a toujours gérer une pandémie, d'autres ont fait avec les moyens du bord et, enfin, le dernier tiers a fait le choix délibéré d'en profiter pour restructurer économie et société. Ce dernier tiers est principalement constitué par le bloc dit occidental, dont la France.

Les deux premiers groupes ont réussi, vaille que vaille, à sortir de la pandémie même avec les moyens du bord. Le bloc occidental tente de se refaire une santé impériale en sacrifiant sa population sur l'hôtel de la nouvelle biotechnologie, en en faisant des cobayes dans un laboratoire à ciel ouvert. Il y a dans le choix des autorités, une volonté manifeste de positionnement économique et technologique, peu en importe le coût financier si ce n'est humain. Car, en effet, tout est fait pour minimiser ou cacher les effets secondaires de ces produits malgré des faits plus que troublants dont une mortalité inquiétante.

Il fut un temps où c'était la raison d'État qui dominait même avec ses graves erreurs, il semble que l'État soit désormais le bras armé de la raison économique, avec de plus graves erreurs. Dire qu'aux Philippines, le Dengvaxia fut banni après 600 morts pour seulement 250 Millions d'habitants. C'est précisément là que les travailleurs de l'hexagone doivent cesser de croire que le gouvernement prend des décisions sur des bases scientifiques pour « protéger » la population. Tout est fait pour déconstruire définitivement l'action collective sous quelque forme que ce soit et le système hérité du C.N.R., au nom d'un virus facilement traitable.

Notre réaction et notre détermination n'était certainement pas au programme mais elles posent problème. La rage les gagne, désormais, au point que nous serions de grands manipulateurs du peuple et de la jeunesse... Éléments de langage qui prouvent que leurs auteurs sont enfermés dans leur bulle aseptisée et présomptueuse. En fait, ils ont misé sur l'essoufflement du mouvement qui dure depuis le 17 Juillet dernier, mais sont surpris de sa croissance pour employer leur concept fétiche.

La peur gagne le pouvoir central qui craint l'effet « boule de neige » jusqu'à l'hexagone au point qu'il tergiverse à annoncer l'obligation et la généralisation vaccinale, déjà prévue dans le calendrier envers et contre l'avis de l'OMS. Se cacher derrière une « communauté scientifique », bien absente du vrai débat scientifique, rappelle les guerres destructives menées contre la Libye, entre autres, au nom d'une autre « communauté » dite internationale mais composée de 5 ou 6 pays voyous.

Alors les chiens de garde ont pris le relai, comme d'habitude, pour marteler des insanités sur la Guadeloupe et l'outre-mer en général. Il faut les entendre affirmer que nous devrions être contents de bénéficier des impôts des Français pour avoir le vaccin gratuit. Ces déclarations de haines néocolonialistes ne sont pas nouvelles, nous les avons connus en 2009, mais ce continuum raciste et stupide démontre à quel point la propagande systémique paye très cher pour des vomissures.

Mais nous avons, aussi, droit à des affirmations officielles qui relèvent purement de la désinformation et de la propagande pour justifier les choix et erreurs des autorités, tout en se focalisant sur ce qu'elles prétendent relever de « grave » au sein du mouvement populaire et social. C'est ainsi que nous avons droit à des déclarations de chiffres dont nul ne peut vérifier la véracité mais qui contredisent la réalité dysfonctionnelle des établissements.

On affirme que plus de 90% du personnel hospitalier serait « vacciné » sans préciser que la grande majorité de ce personnel répertorié est en première dose, pour un quart, ou rétabli du COVID, pour deux-quarts, les « schéma complet » faisant le quart restant. Ce dernier quart est lui-même constitué de convaincus, certes, mais surtout de contraints pour raisons économiques. Par contre, la conséquence du manque de personnel que l'on masque par ces chiffres est qu'on ferme des services et on impose, illégalement, les 12 heures de travail continue pour pallier au manque de personnel mais, un coup, tout vas très bien et, un autre coup, c'est à la faute au mouvement.

Ces soignants suspendus se sont donné, corps et âmes et sans protections, lors des premières vagues pendant que nos technocrates se planquaient par peur de mourir. Il semble même que beaucoup ont, soit simuler d'avoir le COVID pour faire fun, soit ont été soignés à coup de molécules repositionnés, dont l'ivermectine. Mais ça, c'était avant qu'arrive le Dieu « ARN ». Depuis, nos technocrates ont décidé de passer l'arme à gauche et de tirer sur tout ce qui bouge contre leur nouveau Dieu. Les mauvaises langues disent même que la Directrice de l'ARS serait « bloquée » à Paris... En attendant que les sauvages se pacifient quelque peu, mais ce ne sont que de mauvaises langues.

Nous avons vu, de nos propres yeux, comment nos technocrates ont géré la vague de juillet – août et nous craignons le pire pour l'avenir. Contrairement à ce qui est dit et répété dans les médias, et après analyses des faits par croisements d'informations notamment venant des familles des décédés, il ne s'agissait pas que de personnes « non-vaccinés » ; 95% des cas avaient des comorbidités, sachant que c'est le cas pour environ un quart de la population. » Par ailleurs, nous avons pu constater la chasse qui a été faite contre les traitements tant chez les médecins de ville que des officines de pharmacie. Ces éléments nous permettent de récuser la version officielle qui n'a pas hésité à mettre en scène les morts et l'arrivée de « soignants sauveurs » de l'hexagone pour, vraisemblablement brouiller les pistes.

Heureusement que nous sommes un peuple qui a su mettre en place des mécanismes de défense, ce qui nous permet de résister au nez et à la barbe des impétueux dirigeants politiques qui ne semblent avoir comme boussole que l'argent. Nous, ce qui nous intéresse, c'est l'humain avant tout et l'avenir de nos enfants. Des incertitudes sont prégnantes pour nous dans la programmation gouvernementale, voilà pourquoi nous disons haut et fort non à l'insignifiance individuelle et au non-sens commun. Nous exigeons des négociations pour redéfinir une gestion sanitaire adaptée et cela passe par une dérogation législative, du même genre que celle utilisée pour nous imposer le Chlordécone.

Cette gestion a accéléré la déliaison sociale, de par les confinements et la litanie sémantique du genre « gestes-barrières » ou « distanciation sociale » et, bien-entendu, la sidération produite par les injonctions politiques paradoxales. Pourtant, le C.T.I.H. (organisme très officiel en France) vient de nous affirmer que le COVID n'a occupé que 2% des hospitalisations en 2020 et Eudravigilance (organisme très officiel en Europe) souligne une propension exponentielle d'effets secondaires graves et de mortalités dus à ces produits.

Il va pourtant falloir qu'un tribunal – pourquoi pas exceptionnel et populaire – se prononce, tôt ou tard, sur cette gestion idéologique, scabreuse et funeste. Aujourd'hui, la justice est expéditive avec la jeunesse mobilisée dans la rue et sur les barrages mais elle est d'une lenteur à traiter l'affaire Jean-Pierre – cet homme mort entre les mains de deux gendarmes il y a tout juste un an. De même, plainte a été déposée par une des organisations syndicales contre les responsables de cette gestion sanitaire, cette plainte est restée pour l'heure sans suite. En tout, les responsabilités doivent clairement être déterminées car « Celui qui aime tuer doit aimer mourir ! » et Drapétomaniaques ou complotistes, à la guise de chacun, nous ne lâcherons rien !

Nos revendications sont :

- La non-application de la loi du 5 août 2021.
- La réintégration de tous les professionnels du publics, du paramédical et du libéral.
- La liberté de soigner pour les médecins de ville.
- La mise à disposition de traitements existants (ivermectine...).
- La mise à disposition de vaccins conventionnels (soberana...).
- L'arrêt des poursuites judiciaires des militants et citoyens.
- Un véritable plan sanitaire tenant compte de la réalité archipélagique et des risques multiples de la Guadeloupe.
- Un véritable plan de développement territorial plaçant la jeunesse au centre du projet.

Philippe BELAIR

Secrétaire Général de la FSAS-CGTG

(Fédération Santé et Action Sociale – Confédération Générale de Travailleurs de la Guadeloupe)

Basse-Terre, le 22 Novembre 2021

Suite de la page (12)

sandiniste d'environ deux douzaines de leaders de l'opposition en 2021, tous profondément impliqués dans la violente tentative de coup d'État, sont souvent entendus répétés dans les communautés de la classe ouvrière au Nicaragua. Alors que les gouvernements du Nord global et les médias traditionnels ont exploité les arrestations pour dépeindre le président Ortega comme autoritaire, les détentions ont été très populaires dans les barrios pauvres et modestes, où les Nicaraguayens qui ont survécu à la terreur des putschistes considèrent les leaders de l'opposition comme des criminels fomentant un coup d'État qui auraient dû être derrière les barreaux bien avant 2021.

Les origines du MRS dans les contradictions de classe de la révolution sandiniste

Le rôle clé du MRS dans la sanglante tentative de coup d'État de 2018 au Nicaragua a rendu l'alliance flagrante du parti avec la droite nicaraguayenne totalement indéniable.

Mais bien que le MRS se soit auparavant présenté comme un parti social-démocrate de centre-gauche, ses racines historiques ont toujours été dans la droite politique.

Les critiques autoproclamés "de gauche" du Front sandiniste et du président Ortega - dont beaucoup vivent hors du Nicaragua et n'ont pas suivi de près sa politique interne depuis le début de l'ère néolibérale en 1990 - font souvent référence au passé révolutionnaire de certains anciens dirigeants du MRS pour tenter de dépeindre le parti comme le véritable porte-flambeau du sandinisme.

Mais ce passé révolutionnaire a été directement contredit par des décennies d'activités ouvertement de droite. À première vue, l'histoire de Dora Maria Téllez en particulier semble convaincante. En août 1978, alors qu'elle n'avait que 22 ans, Téllez a été le troisième commandant d'une opération majeure au cours de laquelle le Front sandiniste a pris le Palais national dans la capitale Managua, ce qui lui a valu le nom de guerre de "Comandante Dos" (commandant deux).

Mais comment Téllez s'est transformé de jeune révolutionnaire en informateur de l'ambassade américaine allié à la droite putschiste est un processus qui reflète les contradictions politiques présentes dans la révolution sandiniste depuis ses débuts. En juillet 1979, après des années de lutte, les révolutionnaires sandinistes ont renversé la dictature du général Anastasio Somoza, soutenue par les États-Unis, dont la dynastie familiale avait dirigé le pays pendant des décennies. Mais d'une certaine manière, il était plus facile de renverser Somoza que de gouverner. Lorsqu'il dirigeait le pays d'une main de fer, il était facile d'unir les forces d'opposition contre Somoza, issues d'un large éventail d'intérêts de classe.

La révolution sandiniste a bénéficié d'un large soutien de plusieurs classes, et pas seulement des Nicaraguayens pauvres et ouvriers. D'importantes sections de la classe moyenne et même une partie de la classe supérieure avaient perdu confiance dans la dictature de Somoza.

Somoza avait mené des politiques économiques rétrogrades qui servaient les intérêts de classe des



Dora María Téllez (portant le béret noir) à Leon, Nicaragua en 1979

élites riches, mais son régime était de plus en plus décadent, corrompu et incompétent, et pensait que la solution à tous les problèmes était davantage de violence et de répression. Ce n'était qu'une question de temps avant qu'une explosion sociale ne se produise.

La plupart des fondateurs et des dirigeants du MRS étaient issus de la confortable classe moyenne supérieure des Nicaraguayens qui s'opposaient à Somoza et soutenaient initialement la révolution. Beaucoup étaient également très jeunes. Téllez était étudiante en médecine lorsqu'elle a rejoint le Front sandiniste en tant qu'activiste, et au moment de la victoire de la révolution, elle n'avait que 23 ans.

Téllez a travaillé avec le Front sandiniste pendant seulement 15 ans, avant de devenir l'une de ses plus farouches opposantes, passant les 27 dernières années à s'organiser contre lui. Son temps en tant que militante sandiniste est donc largement dépassé par son temps en tant qu'informatrice de l'ambassade américaine et alliée de la droite nicaraguayenne.

Renverser un dictateur impopulaire n'est pas aussi difficile que de gouverner un pays attaqué par l'hégémon du monde. Et des contradictions politiques internes sont rapidement apparues dans les années 1980. L'oligarque de droite Violeta Barrios de Chamorro, qui représentait les éléments de la classe supérieure qui s'étaient opposés à Somoza, s'est rapidement retourné contre la révolution sandiniste au début de 1980.

Le gouvernement américain a alors lancé une guerre terroriste contre le Nicaragua, la CIA versant des millions de dollars pour armer et entraîner des escadrons de la mort d'extrême droite, connus sous le nom de Contras, qui ont massacré des civils, assassiné des dirigeants sandinistes, des juges, des policiers et des fonctionnaires, et brûlé des hôpitaux, des écoles et des bâtiments publics.

Washington a également imposé un blocus dévastateur - et internationalement illégal - qui a paralysé l'économie de la nation appauvrie d'Amérique centrale. L'objectif des États-Unis était de terroriser la population nicaraguayenne pour la soumettre, de renverser les Sandinistes et d'installer un régime néolibéral docile. Face à cet assaut incessant de l'empire le plus puissant de la planète, le gouvernement sandiniste du Nicaragua a perdu le soutien de la classe moyenne qui avait autrefois soutenu le soulèvement contre Somoza.

Washington a recruté les riches élites nicaraguayennes et la classe moyenne désenchantée, et a finalement réussi à briser les Sandinistes. Le FSLN a remporté les élections de 1984 par une victoire écrasante, mais à la fin de la décennie, de nombreux Nicaraguayens étaient épuisés par la guerre menée par les États-Unis et la dépression économique. En 1990, les sandinistes ont perdu les élections au profit de Violeta Chamorro, oligarque de droite issue de l'une des familles les plus puissantes du Nicaragua, dont la campagne présidentielle avait été créée, conseillée et financée à coups de millions de dollars par le gouvernement américain.

Ainsi, le Front sandiniste est passé du statut de parti de gouvernement à celui d'opposition politique. Et des fissures ont rapidement commencé à apparaître.

A suivre

Suite de la page (8)

Un suicide collectif, résume un tenant du non aux élections à tout prix.

Ils sont contre l'organisation des élections dans un contexte pareil où le climat sécuritaire ne permettra à personne de mener campagne. Sauf aux candidats liés aux chefs de gang qui contrôlent l'espace territorial avec leurs hommes armés jusqu'aux dents. Sécurité, l'ordre public et un climat serein sont les mots d'ordre de tous les acteurs qui ne veulent point embarquer dans un processus dont la finalité est connue d'avance. De ce fait, la missive du Premier ministre est restée « lettre » morte. Chacun des Secteurs sollicités a trouvé une bonne raison pour ne pas répondre favorablement à l'occupant de la Villa d'Arcueil. Ainsi, même avec une prolongation de la date limite passant du mercredi 13 au lundi 18 octobre 2021, personne n'a été envoyée auprès du Premier ministre pour être désignée au CEP version Ariel Henry. Un coup d'épée dans l'eau.

Chaque Secteur trouve la petite paille pour se cacher derrière la forêt afin de faire échec au projet de formation d'un nouveau Conseil Electoral Provisoire comme l'aurait voulu Ariel Henry et comme le stipule l'Accord du 11 septembre. De l'ANMH au Centre Karl Lévêque (Sant Karl Lévêque) en passant par la Conférence Episcopale d'Haïti (CEH) et les Cultes réformés, tout le monde préfère garder l'arme aux pieds et prendre ses distances avec ce projet fou qui consiste à former un CEP sans qu'aucun accord politique ne trouve vraiment l'assentiment de la population ni fait consensus au sein des acteurs eux-mêmes et surtout sans qu'un minimum ne soit fait pour sécuriser le pays. Au passage, le Centre Karl Lévêque (SKL) a donné une véritable leçon de bon sens au Premier ministre et à ceux qui le conseillent sur ce dossier d'élection et du CEP dans ce climat où l'insécurité met le pays à l'arrêt complet. *« Notre foi dans l›avenir d›Haïti et notre conviction dans les principes sacro-saints de la démocratie nous obligent à vous notifier de l›impossibilité pour la SKL d›accéder à votre demande sous le format attendu, et ceci, pour de multiples raisons: nous considérons que la conjoncture politique actuelle impose la nécessité d›avoir un large consensus entre les acteurs à travers un accord qui reflètera l›intérêt général du peuple haïtien dans sa plus grande diversité. Loin de nous ériger en de véritables conseillers du gouvernement, nous estimons que rien de sérieux, de bien et de bon ne saura se réaliser en Haïti sans un minimum de sérénité. Ainsi, nous vous suggérons d›abord et avant tout de commencer par adresser le problème d›insécurité et le kidnapping qui rongent les familles haïtiennes. L›envoi de signaux clairs en ce qui concerne le dernier point serait de nature à créer la confiance et à faciliter tout éventuel processus impliquant le peuple haïtien* » tente d'expliquer aux autorités les dirigeants de cet organisme des droits humains.

Priorité donc à la sécurité avant toute autre considération. Ce sont, au moins, sept Secteurs sur neuf, sollicités par Ariel Henry qui ne souhaitent embarquer dans ce « Radeau de La Méduse » dont le capitaine est sur le point d'être mangé, le premier, par les survivants potentiels. Du coup, l'on revient au point de départ, c'est-à-dire au point où en était la crise avant l'assassinat du Président de la République. Certains diraient qu'on a reculé dans la mesure où, depuis ce meurtre politique, les acteurs politiques, la société civile et même la Communauté internationale (Core Group), personne ne sait dans quelle direction s'oriente le pays. Depuis ce cuisant échec, même avec le remaniement du gouvernement, tous les regards, une nouvelle fois, à commencer par les élites et les oligarques de ce pays, se tournent vers l'Oncle Sam qui, petit à petit, s'emploie à mettre en place un Protectorat qui finira par être inévitable. Car, les acteurs même en faisant semblant de s'entendre sur tout ne s'accordent, en réalité, sur rien. C'est une évidence !

C.C

Qui est Xiomara Castro, la femme qui a mis fin au premier « coup d'État soft » d'Amérique latine ?



Xiomara Castro, la candidate du parti Libertad y Refundación (Libre), qui est devenue dimanche la présidente élue du Honduras.

Elle est née en politique lorsque son mari, Manuel Zelaya, a été arrêté en pyjama et envoyé à l'étranger suite au tournant progressiste qu'il avait donné à son gouvernement. Après 12 ans de néolibéralisme et d'élections irrégulières, Xiomara est devenue présidente avec une large majorité.

L'année 2009 a marqué un changement définitif dans la vie de Xiomara Castro, la candidate du parti Libertad y Refundación (Libre), qui est devenue dimanche la présidente élue du Honduras.

Aux premières heures du 28 juin 2009, des membres des forces armées honduriennes font irruption dans la résidence présidentielle et arrêtent son mari, le président Manuel Zelaya. En pyjama, il est transféré de force à la base aérienne située au sud de Tegucigalpa et transporté illégalement par avion militaire au Costa Rica, où il a été reçu par le président Oscar Arias. Cela a inauguré ce que l'on a appelé le « cycle des coups d'État softs » en Amérique latine, qui s'est ensuite répété au Paraguay, au Brésil et en Bolivie et qui menace de se matérialiser dans le reste des pays de la région dotés de gouvernements progressistes.

Craignant d'être assassinée, Xiomara Castro se réfugie à l'ambassade des États-Unis tandis que les rues du Honduras sont le théâtre de violentes manifestations pour défendre la démocratie. Le 7 juillet, elle prend la tête d'une manifestation contre le coup d'État, et à partir de ce moment-là, sa présence dans les manifestations est constante et croissante, tout comme sa popularité dans de larges secteurs progressistes.

Víctor Meza, ancien ministre de l'intérieur de Zelaya, souligne que l'une des principales vertus de Castro est que « *c'est une candidate née dans la rue, dans la protestation publique et dans des manifestations qui ont duré plus d'un an. Cela lui vaut, sans aucun doute, une sympathie bien méritée et le soutien de tous les secteurs politiques et sociaux qui se sont opposés au coup d'État* ».

Pour Meza, Xiomara Castro a un autre avantage : elle est une femme dans un pays où les femmes sont majoritaires.

Ses débuts en politique

Xiomara Castro est né en 1959 dans une famille de propriétaires terriens. À l'âge de 16 ans, elle épouse son cousin, Manuel Zelaya, et tous deux s'installent dans la région d'Olancho où ils ont eu cinq enfants. Diplômée de l'université en administration des affaires, elle a toujours fait profil bas, accompagnant son mari qui était très exposé au public.

En 2005, dans le cadre de la campagne présidentielle de son mari, elle a fait ses premiers pas dans l'activité politique en organisant la branche féminine du Parti libéral du Honduras dans la région de Catacamas. En 2006, elle a pris les fonctions de première dame, mais n'a pas joué un grand rôle. Elle a commencé à accompagner Zelaya dans ses visites à l'intérieur du pays et s'est familiarisée avec la réalité sociale. À ce titre, elle a créé des centres d'aide aux mères célibataires dans les départements les plus pauvres de l'intérieur et s'est impliquée dans la lutte régionale contre le sida.

Son rôle de premier plan pendant plus d'un an dans les manifestations de rue contre le coup d'État de 2009 a fait d'elle une référence pour d'importants secteurs sociaux. Deux ans plus tard, au retour d'exil de Zelaya, elle décide de se joindre à lui pour lancer une nouvelle organisation politique, rompant définitivement avec le Parti libéral. C'est ainsi qu'ils ont fondé Libertad y Refundación (Libre), le parti pour lequel l'ancienne première dame s'est présentée aux élections générales en tant que candidate à la présidence en 2013 et à nouveau cette année.

Lors de sa première course électorale, Libre est arrivé en deuxième position avec 28 % des voix, plaçant le parti libéral en troisième position, brisant ainsi le système bipartite qui a gouverné le Honduras pendant 120 ans. À cette occasion, le candidat du Parti national, Juan Orlando Hernández, a remporté les élections sur fond d'accusations de fraude.

Lors des élections suivantes, en 2017, elle se présente comme candidate, mais renonce peu après pour rejoindre l'Alliance de l'opposition contre la dictature comme candidate à la vice-présidence. Cette alliance a présenté comme candidat à la présidence Salvador Nasralla, surnommé « Monsieur Télévision » parce qu'il a animé des programmes de divertissement et de sport pendant 40 ans à la télévision hondurienne.

Cette alliance s'opposait au Parti national, qui favorisait la réélection de Juan Orlando Hernández, bien que la constitution l'interdise. Toutefois, une interprétation des membres de la Cour suprême de justice l'a permis. Curieusement, cela avait été l'excuse utilisée pour renverser Zelaya.

Avant le jour du scrutin, tous les sondages donnaient l'Alliance gagnante, ce qui s'est confirmé dès que les premières tendances officielles ont commencé à se dessiner. Cependant, une panne générale survenue à point nommé dans tout le Honduras a interrompu le dépouillement pendant 36 heures et, lorsqu'il a été relancé, le centre de dépouillement a signalé que la tendance avait changé et que Hernández était le vainqueur. Une autre fraude était ainsi consommée.

La deuxième tentative

Cette année, Mme Castro a confortablement remporté l'élection interne de son parti et s'est lancée dans une campagne présidentielle qui l'a vue progresser jour après jour dans les sondages, mais sans pouvoir battre le candidat du parti au pouvoir. La troisième place dans les sondages revenant à Salvador Nasralla dans un scénario électoral où 14 partis se disputent la présidence.

Fin octobre, une annonce inattendue a secoué l'échiquier électoral. « Monsieur télévision » a retiré sa candidature à la présidence du Parti Salvador du Honduras et a rejoint l' « Alliance avec le peuple ». Cette fois, c'est lui qui assumera le rôle de vice-président. « Aujourd'hui, nous pouvons dire que nous sommes en train de mettre un point final à la dictature », a déclaré Madame Castro sur un ton déterminé, quelques minutes après que Nasralla se soit dit honoré que « pour la première fois dans l'histoire du Honduras, nous aurons une femme présidente ».

Pour un État socialiste démocratique

« Il n'y a que deux possibilités ici ; le véritable changement représenté par une femme engagée envers le peuple hondurien, dans le changement d'un modèle qui, ces dernières années, s'est consacré à créer la pauvreté et la misère, ou continuer à voter pour les mêmes personnes, dont les résultats seront plus de pauvreté, plus de misère, plus de meurtres et d'exclusion », a déclaré la candidate lors d'un rassemblement à la mi-juin à Tegucigalpa.

Lors de la présentation de son programme, Mme Castro a assuré que l'un des principaux axes est la construction d'un État socialiste démocratique dans lequel « l'objectif suprême de la société et de l'État est l'être humain ».

Elle a insisté sur les problèmes auxquels le pays est actuellement confronté en raison de la corruption, assurant que l'un de ses objectifs sera d' « abroger les lois qui soutiennent la dictature ». Elle a également annoncé qu'elle demandera aux Nations unies (ONU) la création d'une commission internationale contre la corruption et l'impunité au Honduras.

Une autre de ses priorités est de convoquer une Assemblée nationale constituante pour réformer la Constitution de la République, ainsi que de publier un nouveau code pénal. « Dès le premier jour de mon gouvernement, je demanderai une consultation populaire afin que le peuple puisse organiser et élire l'Assemblée nationale constituante chargée de rédiger une nouvelle Constitution ».

Elle a également confirmé qu'elle propose d'abroger la loi organique sur les zones d'emploi et de développement économique (ZEDE) adoptée en mai de cette année, qui établit des zones du territoire national soumises à un « régime spécial » par lequel les investisseurs seraient chargés de la politique fiscale, de la sécurité et de la résolution des conflits, entre autres compétences. « Pour générer de l'emploi et du développement dans le pays, nous n'avons pas besoin de vendre notre souveraineté. Nous allons générer l'espoir que le peuple réclame », a-t-elle souligné.



L'ancien président Manuel Zelaya

Xiomara Castro a également déclaré que l'un de ses projets était de vendre l'avion présidentiel et les véhicules de luxe de l'État, ainsi que de réduire les salaires « élevés et disproportionnés » et les « dépenses exhorbitantes » de tous les fonctionnaires.

Entre autres annonces lors de la présentation de son programme, elle a déclaré qu'elle allait « créer le Secrétariat de la planification économique et du développement social afin que l'État puisse organiser ses ressources en faveur du développement humain, en abandonnant le modèle néolibéral ».

En ce qui concerne les relations internationales, elle a déclaré qu'elle allait « établir immédiatement des relations diplomatiques et commerciales avec la Chine continentale ».

Selon Mme Castro, « le Honduras a avancé, mais vers l'autoritarisme, le pillage et la spoliation. Le système produit des corrupteurs et des corrompus. Nous devons changer ce système et le peuple doit être le gardien de ses propres droits ».

Aujourd'hui, Xiomara Castro se définit comme *« féministe, anti-patriarcale, révolutionnaire et inclusive »* et propose, dans son plan de gouvernement, de promulguer une loi sur l'égalité des femmes, de reconnaître les droits sexuels et reproductifs et de mettre fin au harcèlement sexuel et à la violence de genre. L'une de ses propositions qui a suscité le plus de controverses est la « dépénalisation de l'avortement pour trois motifs universels : risque pour la vie de la mère, si la grossesse est le résultat d'un viol ou si le fœtus est malformé ».

Leadership sans caméras

En 2016, la Conférence des partis politiques latino-américains (Coppal) l'a nommée présidente, en raison de son leadership après le coup d'État. Depuis lors, sa voix s'est faite plus forte, bien qu'elle ne soit pas reproduite dans les médias car elle préfère rester à l'écart des caméras. Elle accorde rarement des interviews à la presse et consacre tout son temps aux tournées et au contact direct avec la population. « *Nous allons gagner les prochaines élections et cette femme qui vous parle sera votre présidente. Nous vivons le pire moment de notre histoire* », a-t-elle déclaré dans l'un de ses derniers discours.

« Avec les capacités de l'ancien président Zelaya, j'aurai toujours un conseiller principal, mais c'est moi qui prendrai les décisions. Il n'y a qu'un seul fauteuil et ce fauteuil ne sera occupé que par moi », assure-t-elle par ailleurs.

Il en va de même pour « Mel » Zelaya, qui a déclaré : *« Je ne suis pas le candidat. Celle qui sera à cette place est Xiomara, c'est un autre être humain. Que va-t-elle faire de moi ? Je ne sais pas, peut-être me renverra-t-elle à la maison pour m'occuper des petits-enfants* ».

Source : Pagina/12
Traduction : Venesol
29 novembre 2021

Suite de la page (19)

« Le Fascisme Mystique du Dr François Duvalier en Haïti » de Gérard Aubourg !



Par Wiener Kerns Fleurimond*

Lorsque j'ai reçu le livre du Pr Gérard Aubourg par courrier, comme j'en reçois souvent en tant que journaliste politique, je ne m'en doutais point que j'allais lire un fragment de l'histoire contemporaine haïtienne. Pour moi, cela devrait s'arrêter à un simple coup d'œil. Par curiosité intellectuelle. L'élégance amicale disait Voltaire. Surtout, l'épaisseur de l'ouvrage m'effraie. C'est une Bible. Jamais, je n'aurais imaginé qu'il s'agit d'une invitation à plonger dans un safari au cœur de ce que fut : « *Le Fascisme Mystique du Dr François Duvalier en Haïti* » pour ne plus avoir envie de s'en sortir. Inimaginable ! En vérité, depuis longtemps, tous les amis de Gérard Aubourg lui réclament cet ouvrage. On était impatient. De Port-au-Prince à Montréal en passant par New York et, bien entendu, les cohortes du Quartier latin à Paris, tous, connaissent le vécu du lycéen, de l'étudiant, du militant et professeur Aubourg durant le règne de ce fascisme tropical que fut le pouvoir duvaliérien dans cette île des Caraïbes. A chaque fois, on lui pose cette question lancinante : c'est pour quand, Aubourg, ton livre ? A chacune de nos interrogations, qui finissent par l'agacer, calmement, tout de même, ce féru en histoire, botte en touche.

Finalement, on a fini par le laisser tranquille avec cette affaire de livre. On est arrivé avec cette conclusion : Aubourg n'aime pas écrire, il ne contera jamais son passé du temps de Papa Doc Duvalier. Sans ce préambule, vous ne pouvez comprendre combien ce livre était attendu non seulement de ses amis, de ses anciens camarades de lutte mais aussi de la Communauté intellectuelle et d'historiens, impatients d'avoir en main un ouvrage écrit par l'un des acteurs de cette tranche d'histoire où un dictateur de type moyenâgeux n'a eu pitié de personne même pas de son entourage immédiat. En lisant « *Le Fascisme Mystique du Dr François Duvalier en Haïti* », ils ne seront pas déçus. Vous ne le serez non plus. Je m'en suis régalé. Je ne peux pas présenter cet ouvrage en le dissociant de son auteur. Pour ceux qui connaissent Gérard Aubourg, c'est une évidence. Car, la facture du livre sur le plan historiographique et intellectuel résume les compétences intrinsèques de son auteur. Gérard Aubourg est un concentré de savoir. Docteur en histoire économique, en Droit des affaires et sociologue. Par sa grande culture générale, c'est une Encyclopédie vivante.

Le Pr Aubourg fait partie intégrante de l'intelligentsia française et de la diaspora haïtienne. Mais, tout en professant durant des décennies en France, il ne vit et ne respire que pour ce qui est le plus cher pour lui, Haïti, sa terre de naissance. Un pays qu'il s'épuise à comprendre les causes historiques et fondamentales qui font que chaque chef de l'Etat se transforme en un monstre prêt à dévorer ses propres concitoyens. En tant que chercheur émérite, il nous a gratifié d'un ouvrage à la hauteur de l'attente de toute une génération assoiffée d'apprendre ce que furent réellement la dictature, la tyrannie, le totalitarisme, le despotisme et l'égocentrisme d'un individu excentrique nourrissant le rêve d'égaler, sinon de dépasser ses tristes modèles que furent : Hitler, Mussolini, Franco, voire Jules César, le dictateur à vie. Pour y arriver, ce puriste de la langue française, l'élève de Pierre Vilar à la Sorbonne en a mis du temps. Le temps justement défini par Aristote comme quelque chose qui n'existe pas puisqu'il est composé du passé. Et c'est ce passé-là que Gérard Aubourg ne veut pas voir disparaitre dans l'oubli qui, inévitablement, rode le temps présent par des gadgets superficiels en oubliant le concret dont l'Homme, l'humanité sont dépositaires : la Mémoire. D'où la publication tardive, certes, d'une œuvre essentielle, sur une période charnière et précise de l'histoire d'Haïti.

Car, la présidence des Duvalier (père et fils), particulièrement celle de François, fondateur des tristement célèbres VSN (Volontaires de la Sécurité Nationale), couramment appelés les Tontons Macoutes, a été entre 1957 et 1971 l'une des plus rudes, que dis-je, horribles sur le plan politique et des droits humains qu'Haïti n'ait jamais connu. Il a fallu des années et plus de six cents pages à Gérard Aubourg pour restituer en connaisseur et en connaissance de cause ce que le Président à vie de la République, le sanguinaire François Duvalier, docteur en médecine et ethnologue reconnu a fait endurer à la population haïtienne durant ses 14 années de pouvoir tyrannique et absolu. En lisant : « *Le Fascisme Mystique du Dr François Duvalier en Haïti* », vous allez découvrir, plus exactement comprendre, le mécanisme qu'avait utilisé cet Hydre tropical avec la brutalité de ses croque-mitaines et le concours de l'ensemble des forces répressives : Service Détaché, Fillettes Lalo, gardes prétoriennes et les Forces armées d'Haïti pour installer son pouvoir fascisant. Méthodiquement, l'auteur conte l'histoire de manière éclairée et sans aucun sentiment de vouloir ostraciser, ni épargner non plus personne, ceux qui ont concouru à l'avènement et à la pérennisation de ce que certains appellent le « Système duvaliérien ».

Son propre oncle, Michel Aubourg, fut, durant des années, l'un des piliers de ce système répressif. Il a été ministre de l'Intérieur et de la Défense nationale du Président François Duvalier de 1962 à 1970, soit huit années consécutives. Divisé en cinq parties et un ensemble de sous-titres garantissant une lecture libre et au gré de son envie, « *Le Fascisme Mystique du Dr François Duvalier en Haïti* » de Gérard Aubourg est un délice historique. Facile à lire, surtout que les thématiques développées sont entrainantes, accrocheuses, ce qui donne une sensation de plonger en immersion dans un romand de John le Carré. Alors que l'histoire contée ici est réelle, triste, tragique, mortelle. La réalité des faits authentiques rapportés dans « *Le Fascisme Mystique du Dr François Duvalier en Haïti* » n'a rien d'une fiction. L'objectif de l'auteur: faire vivre la « Mémoire » afin que personne n'oublie. En effet, il y a ceux qui payèrent de leur vie dans ce combat sans pitié et sans merci face à ce prédateur de la vie afin de préserver la liberté individuelle, la liberté d'opinion, la liberté d'aller/venir.

Bref, la liberté de vivre. Gérard Aubourg fait ici un travail de bénédictin afin de mettre la « Mémoire » au cœur de nos sociétés. Ce qui, aujourd'hui, est indispensable à la jeunesse haïtienne et du monde. Mais pas seulement. Il rappelle, à travers cette somme de texte qui n'a rien de fastidieux, bien au contraire, que la liberté finit par luire quand des femmes et des hommes ne baissent point les bras face aux menaces, au danger et à la peur que peut ramener l'avènement d'un dictateur au pouvoir. Dans la première partie de son ouvrage, intitulée : La génération de 1960 face au pouvoir fasciste duvaliériste, l'auteur nous plonge au cœur de cette génération juvénile, éprise de liberté et d'épanouissement intellectuel qui, faisant face à la montée graduelle d'une dictature encore en gestation, tenait à affirmer sa foi dans l'avenir et dans la liberté. Le Pr Aubourg nous a fait grâce d'une liste de noms, dont certains nous sont familiers, venant de toutes les classes sociales du pays et particulièrement de la capitale, Port-au-Prince, bourdonnant de jeunes avides de connaissance et de savoir.

Cette génération montante qui alla affronter les sbires de Duvalier soit par la plume à travers les journaux clandestins soit par les armes à Cazale, entre autres, jusqu›à ce que le régime ait le dessus. Pour certains, la prison, le fameux Fort-Dimanche ou Fort-la-Mort, le titre du livre de Patrick Lemoine après avoir passé sept ans dans cette géhenne. Pour d'autres assassinats, tortures et pour les plus chanceux, si l'on peut employer cette expression dans ces circonstances, l'exil. Cette première partie de l'ouvrage suffit à elle seule à inciter la poursuite de cette quête de savoir quelle était la motivation de la jeunesse haïtienne à l'arrivée du régime dictatorial du Dr François Duvalier à la fin des années 50 et au début des années 60. Je ne vous en dis pas plus. Un avertissement !

Vous aurez du mal à vous décrocher une fois que vous embrassez la lecture de « *Le Fascisme Mystique du Dr François Duvalier en Haïti* ». Gérard Aubourg est accrocheur. Dans la deuxième partie de l'ouvrage que le Pr Gérard Aubourg s'intitule : Le totalitarisme duvaliériste, l'auteur décrit et décortique le système de Duvalier en se basant sur le modèle de ses maitres en matière de pouvoir totalitaire. Un exemple édifiant quand Aubourg fait le parallèle entre le pouvoir duvalierien et le fascisme Mussolinien, le nazisme hitlérien, la dictature de Salazar au Portugal et celle de Franco en Espagne. Ces quatre régimes eurent en commun le règne du pouvoir absolu, le Parti unique et la dévotion au chef suprême où la barbarie est pratiquée dans la règle de l'art. Un système décrit par le professeur Maurice Diverger dans son célèbre ouvrage : « Les institutions politiques » dans lequel il dresse une liste exhaustive des institutions fascistes des pays européens. La similitude est frappante entre ces régimes de destruction humaine et mentale des années 40 et 50 et celui du dictateur tropical qui calqua son régime sur ses admirateurs européens.

A lire attentivement de la page 119 à 146. Comme je le dis, en lisant Gérard Aubourg, on apprend ce qu'on croyait connaître sur ce régime d'un autre âge. L'on est stupéfait d'apprendre que Duvalier avait tout prévu. Tout planifié. Tout calculé. Même la constitution du Corps des Volontaires de la Sécurité Nationale (VSN), calqué sur la milice hitlérienne, est une copie de la gestapo du Führer allemand. Duvalier ne laissa et ne faisait rien au hasard. Il n'était pas non plus un original. Il se contenta de singer jusqu'à la caricature ces idoles des pouvoirs fascistes comme il faisait avec son propagandiste attitré, Gérard de Catalogne dans le journal gouvernemental *Le Nouveau Monde* sur le modèle du dictateur Francisco Franco à Madrid disposant son journal *La Phalange* qui distilla la propagande du maitre. Dans les parties trois et quatre : Le despotisme duvaliériste (III) et la Révolution duvaliériste (IV), l'auteur nous invite dans une descente aux enfers au cœur du système où la dictature, la répression et la corruption ne font qu'un.

Dans ces deux parties, Gérard Aubourg démontre avec maestria combien le régime du Dr François Duvalier initia ce qu'on appelle « l'Etat Duvalierien ». L'Etat d'Haïti et la personne du dictateur se confondent et entrèrent en fusion pour donner naissance à la soi-disant « Révolution duvaliériste ». A partir de cet instant, tout devient la propriété de Duvalier. Et que chaque Haïtien devient sa chose. Le mysticisme et l'autoritarisme se conjuguent en temps réel. Ils ne se dissocient point. La magie, le mystique et la peur forment un syncrétisme dont le résultat est bluffant. C'est une chape de plomb qui s'abat sur Haïti. Le pays devient un cimetière à ciel ouvert. Dr Duvalier, le croque-mort suprême à défaut d'être le « Guide ». Les « Gardiens du Temple », les fameux Tontons macoutes décrits par les écrivains Bernard Diederich et Al Burt dans leur remarquable et indémodable récit « Papa Doc et les Tontons Macoutes » ne sont plus ces personnages presque romanesques.

Encore moins ces « Comédiens » du roman de Graham Greene et campés dans un film éponyme par le journaliste Aubelin Jolicoeur, toujours tiré à quatre épingles façon dandy anglais, dans lequel le régime de François Duvalier est passé en dérision. Ces deux parties du livre nous ramènent à la période la plus sombre du règne de ce sanguinaire qui, avec la complicité des uns et la lâcheté des autres, arrive à « zombifier » et traumatiser tout un peuple en l'espace de quatorze années d'un pouvoir sans partage. L'Haïtien ou l'étranger qui pensait tout savoir sur cette période précise du règne de François Duvalier, ne se pardonnera pas de ne pas vite se procurer cet exceptionnel ouvrage pour découvrir ses lacunes sur ce pan de l'histoire du peuple haïtien. Ces deux parties du livre du Pr Aubourg, à n'en pas douter, mettent en exergue les moments forts de l'emprise de la famille Duvalier sur Haïti. C'est la période de la suprématie d'un pouvoir dynastique et despotique sur toute une population devenue hagard face à la répression de la police politique du régime et la cruauté des Tontons Macoutes ne reconnaissant qu'une seule autorité : celle de Papa Doc.

On parla alors de « Papadocratie ». Enfin, la cinquième partie de « *Le Fascisme Mystique du Dr François Duvalier en Haïti* » dans laquelle, l'auteur fait une description sociologique et sociétale dans le système du pouvoir fascisant. Il démontre de façon magistrale que tous les tissus sociaux se disloquent. En même temps, Duvalier entreprit d'anéantir l'ensemble du système de « vivre ensemble » dans la Cité, celle développée par Platon dans La République. L' « Habeas corpus » qui est la règle fondamentale de la liberté est banni par le régime en mettant un point d'honneur à réduire, presque en esclaves, ses propres concitoyens privés de leurs droits les plus élémentaires. Pour ce faire, Duvalier s'emploie à faire sienne toutes les institutions du pays. L'Etat, c'est moi.

En plaçant sous sa tutelle toutes les instances et organes régulateurs qui constituent l'Etat, selon la définition de John Locke : gouvernement, parlement, tribunaux, forces de sécurité, administration, universités, instances religieuses, institutions financières, médias, François Duvalier a parachevé son œuvre d'anéantissement politique, sociale et mentale de tout un peuple. Pour pérenniser cette politique destructrice, il a fait don à la Nation de son fils, Baby Doc (Jean-Claude), qui lui succéda le jour même de son décès au Palais national, un 14 avril 1971. Mais, ce que vous lirez certainement dans cette ultime partie de l'ouvrage, malgré cet acharnement à détruire, à diviser pour mieux conserver le pouvoir, la volonté d'un groupe d'irrésistibles pour briser cet étau de fer ne s'est jamais démentie. La résistance à l'oppression ne s'était jamais faiblie ni faillie.

Après m'être régalé avec appétit et ma curiosité d'auteur, ce vaste document pour l'Histoire, je dirais, même à cette période où les morts côtoient les survivants, l'espoir ne fut pas vain. La création, dans la clandestinité, au cours de ces années de plomb et de feu, de larme et de pleur, du fascisme duvaliériste de : L'Union des femmes d'Haïti ; l'Association Nationale des Ecoliers Démocratiques ; l'Association des Médecins Progressistes ; Ligue paysanne pour la reforme agraire ; Ligue de défense des libertés publiques ; création de plusieurs journaux dans la clandestinité ; création du PUCH suite à l'unité du PPLN et PEP ; les actions militaires de Cazale ; de Boutilliers ou de la ruelle Nazon, etc. en est la preuve irréfutable.

D'ailleurs, le Pr Gérard Aubourg l'a très bien articulé dans ce dernier chapitre en citant en forme d'hommage ces quelques faits marquant de la résistance à l'oppresseur et à ce régime qui se croyait au timon des affaires pour mille ans, comme disaient ses modèles du siècle passé sur le vieux continent. Voilà un résumé minimaliste de l'immense ouvrage que vous vous apprêtez à découvrir. « *Le Fascisme Mystique du Dr François Duvalier en Haïti* » de Gérard Aubourg, en dépit de son volume qui peut porter à équivoque, trop de pages, trop long, etc, je peux vous assurer qu'il se lit comme un roman. Une fois qu'on ouvre la première page, on a plus l'idée, encore moins l'envie, de le déposer.

« *Le Fascisme Mystique du Dr François Duvalier en Haïti* » de Gérard Aubourg est publié aux Éditions CIDIHCA, France et Canada, septembre 2021

***Journaliste politique, auteur**

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

AUTO DONATIONS

Drive Out Breast Cancer: Donate a car today! The benefits of donating your car or boat: Fast Free Pickup - 24hr Response Tax Deduction - Easy To Do! Call 24/7: 855-905-4755

EDUCATION

Mega Institution Mixte. Mission d'Education pour les générations de l'Avenir. Lilavois 53, Plaine du Cul de Sac, Haiti. Ecole Primaire et Bilingue. Fondateur : Jean L. Vallon, M.S. EDU, Tel : (011509) 3813-1107. Email : levallon@aol.com, vjeanlesly@yahoo.com

EDUCATION / CAREER TRAINING

TRAIN AT HOME TO DO MEDICAL BILLING! Become a Medical Office Professional online at CTI! Get Trained, Certified & ready to work in months! Call 855-543-6440. The Mission, Program Information and Tuition is located at CareerTechnical.edu/consumer-information. (M-F 8am-6pm ET)

EDUCATION / CAREER TRAINING

COMPUTER & IT TRAINING PROGRAM! Train ONLINE to get the skills to become a Computer & Help Desk Professional now! Grants and Scholarships available for certain programs for qualified applicants. Call CTI for details! (844) 947-0192 (M-F 8am-6pm ET)

HEALTH

ATTENTION MEDICARE RECIPIENTS! Open Enrollment for Medicare health plans is here! Call our licensed insurance agents for an affordable quote for your needed coverage. Call for a no obligation free quote now! 844-808-9374 (TTY: 711)

HEALTH

VIAGRA & CIALIS! 60 pills for $99. 100 pills for $150. FREE shipping. Money back guaranteed! 1-855-579-8907

HEALTH

Drink "SOUL," the anti-oxidant power supplement made from seeds! Banish pain, reclaim youth, inject energy. Packets: $4 each. Box of 30: $78. Two boxes: $143. Call (305) 610-6913 or visit www.myrainlife.com/rejuvenation.

HELP WANTED

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Driver Tractor Trailer & Owner Operators Wanted, for Container Work, 3 Years Pier Experience Required, CDL Class A Licence, Clean Record, Twic Cart Required. Good Pay, Steady Work, Please Call Gabriel or Mark (973) 690-5363 or Inquire Within 187-189 Foundry St. Newark, NJ 07105

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HOME IMPROVEMENT

Never Pay For Covered Home Repairs Again! Complete Care Home Warranty COVERS ALL MAJOR SYSTEMS AND APPLIANCES. 30 DAY RISK FREE. $200.00 OFF + 2 FREE Months! 866-440-6501

HOME IMPROVEMENT

Eliminate gutter cleaning forever! LeafFilter, the most advanced debris-blocking gutter protection. Schedule a FREE LeafFilter estimate today. 15% off and 0% financing for those who qualify. PLUS Senior & Military Discounts. Call 1-877-763-2379

HOME IMPROVEMENT

The Generac PWRcell, a solar plus battery storage system. SAVE money, reduce your reliance on the grid, prepare for power outages and power your home. Full installation services available. $0 Down Financing Option. Request a FREE, no obligation, quote

suite à la page(17)

Pleins Feux Sur: Joseph Michel «sweet micky» Martelly (Cotes-de-Fer ?- 1960) *«Un ''Con-artist''»*

Par Ed Rainer Sainvill

2ème partie

C'est pourtant le modèle futuriste qui était en gestation. Dont « Sweet Micky » en était l'incarnation la plus abjecte. Avec les premières ramifications de la déprédation d'aujourd'hui ; qui s'annoncent déjà à l'horizon de la présidence éphémère de Leslie Manigat. Lequel pour ne pas froisser les militaires l'appelait par euphémisme de ''banditisme social". Et dont la figure plus tard de M.M va constituer le pinacle. Spécialement dans ses agissements illimités qui le propulsent en pleine débâcle national comme la référence du système. Qui a en mémoire ses dérapages au cours du carnaval de 1992, marqué par le drame national que fut le naufrage du navire ''Neptune". Dans lequel déclaré ''cul d'affiche", « Sweet Micky » l'a eu aux dépends du premier ministre de facto d'alors Marc Bazin. A l'endroit duquel il déclare ses plus bas instincts devant le palais national même. Jusqu'à se dévêtir de ses culottes pour lui offrir des plaisirs inassouvis de son verge"mato-pilon".

Téléguidé par Michel François à cet effet, c'était le cas d'un chiffre 6 qui traitait un 9 de ''tête en bas". N'était-il pas aussi drôle pour ceux qui vaquaient à leur occupation. De percevoir le cortège de « Sweet Micky » jusqu'au surlendemain du mercredi des cendres à déambuler dans les parages de la route de l'aéroport. Suivi par une horde de délinquants dont la plupart n'avait aucune idée de ce qu'ils allaient mettre sous les dents et pire ; où ils allaient pouvoir se mettre le dos. C'était l'imposition d'un loser comme le symbole d'une caste fumiste ; pour être émulé par des jeunes déclassés qui n'y voient alors leur porte de sortie que dans la médiocrité. Une évidence qu'on n'a pas besoin d'une armée d'occupation pour mettre une partie de la population sous couple réglée. Si on peut trainer un bateleur à se vêtir de pantalettes et scander ***:" I don't give a shit.... ''***. Que reprennent d'autres sans mine de rien dans leurs salons et activités commémoratives. C'est dire qu'il y avait déjà des desseins nébuleux qui se tramaient.

Nonobstant, qu'on peut toujours pointer du doigt le fait qu'il y avait cette flamme de vie qu'alimentait une majorité réservée, mais combattante. Même quand elle était la proie de la répression, des viols, des vols, d'être dans le maquis et de s'expatrier. C'est au comble de ce chaos que « Sweet Micky » a survolé, passant de ''papa-kaka" pour s'auto nommer 'preyidan konpa' (Tuiiiip !!!). il est le clairon des groupuscules terroristes comme le fraph. Qu'il a galvanisé à l'entrée de l'Aéroport en compagnie d'Ansyto Mercier. Lors de la venue de l'envoyé de l'ONU Dante Caputo en vue de ses pourparlers avec les militaires. C'est au son de la musique macabre de « Sweet Micky » que le journaliste Corlson Dormé ; en place pour la retransmission de cet évènement fut enlevé par les attachés. A cette étape, toutes les ambiguïtés sont levées. Quant à son rôle majeur dans cette guerre psychologique, de haute intensité contre la population.



Michel Martelly

D'ailleurs, l'interdiction de son départ pour les USA est annulée. Où il lui est réassigné de venir divertir une tranche de la diaspora encore attachée aux privilèges usurpés ; ainsi que les opportunistes. Pourtant, son initiative de soudoyer le groupe « Phantoms » dans une mascarade de réconciliation musicale au Madison Square Garden, fut boycottée par le grand public. Qui a refusé aussi d'être le courant de transmission d'argent mal acquis. Pendant que le corps de leurs proches et concitoyens sont donnés en repas aux chiens affamés par les acolytes de Martelly. Et, autant que s'intensifiait la répression et, que le peuple résistait « Sweet Micky » roule à tombeau ouvert. Ses multiples rôles de : musicâstre, saltimbanque, trapéziste, farceur, faux footballeur, bouche d'ordures lui permettent de s'afficher avec les noceurs de son rang qui lui donnent un podium pour s'exhiber. Et entendre des ordures comme ***mon kolonèl.*** Une ode à son mentor Michel François le boucher de Septembre 1991.

Comme quoi, ils n'auraient pas de problèmes à se divertir aux souvenirs du Massacre de Marche à Terre, du Génocide de Trujillo, des Vêpres de Jérémie et autres hécatombes des Duvalier. Offrant en filigrane l'apparence d'un peuple masochiste, qui se soucie peu de sa martyrisation. Et qui s'est donné en immolation pour en faire un vil négoce ; attaché à une idole de posture décadente. Lequel s'est employé à tout accaparer pour en mettre dans une boite ''mikyste" pour ceux en mal d'excitation. Même quand des règlements d'outre-mer sont venus le rappeler qu'il y a des limites à ses pirateries. En ce qui concerne au pillage du ***morceau Pa manyen fanm nan***, de la défunte ''diva aux pieds nus" Cesaria Evora. Inassouvi, il défèque de : ***100% kaka, 200% kaka, 400% kaka*** qui ont enchanté les multiples couches qui se côtoient magouillement. Puisque la stature n'y est plus pour rien. Avec la ruine commune des classes en lutte. (D'après Marx).

Entre temps, une nouvelle administration états-unienne emmenée par Bill Clinton qui avait promis lors de sa campagne de restaurer la démocratie haïtienne, va changer les donnes. Avec le retour d'Aristide tant attendu par les Haïtiens de partout. Et causa les rats à fuir le navire. Tel fut le cas des : Michel François, Raoul Cédras, Toto Constant, Chambelain, et entre autres Michel Martelly qui a pris la poudre d'escampette en Floride où il s'est dit :" *heureux de vivre, pouvant se rober de jupe sans culotte. Loin de ce pays-kaka qu'est Haïti* (Trump a bien su où se renseigner), *où son talent n'est pas respecté"*. (Tu l'as bien dit bouffon !). Mais tout en étant certain que ses exactions durant les trois années de terreur du coup d'état étaient encore vivides dans la mémoire de beaucoup. Mais, coup de théâtre ! C'est le nouveau président Préval et le maire Manno Charlemagne qui sont ordonnés de le faire revenir au bercail. Pour être l'attraction de leur carnaval ou encore l'opium de la populace. Les deux soulards avaient besoin d'un somnifère pour déguiser leur incompétence.

A suivre